

la Gueule ouverte



N° 112 - mercredi 30 juin 1976 - hebdomadaire

France 4 F - Suisse 3 FS - Belgique 40 FB - Canada 1,75\$

MALVILLE

3 juillet

LES VIVANTS MANIFESTENT

Le 3 Juillet, occupation non-violente et illimitée du site nucléaire de Malville (Isère), contre le surgénérateur Super-Phénix, prototype « fou furieux » de réacteur au plutonium, préparant une société étatique militarisée, centralisée. Comme on dit à la radio : la météo est optimiste ! Le soleil sera là.

NOS lecteurs nous aiment. Nos lecteurs tiennent à ce que « La Gueule Ouverte » reste en vie. Ça, c'est sûr, tous les jours des lettres amicales, des abonnements, des chèques de soutien nous le prouvent. Mais ce qui est sûr aussi, c'est que nos lecteurs ne sont pas assez nombreux. Je vous explique. Pour être distribués partout, dans toute la France et les pays francophones, il nous faut tirer aux environs de 25000 exemplaires, c'est un minimum. Or, nous n'en vendons pas tout à fait la moitié. Or, sur les exemplaires vendus, il nous revient 2 F à l'unité. Or, la fabrication du journal, tout compté, nous revient à un petit peu plus de 2 F par exemplaire... Faites le calcul. Notre situation, ça s'appelle une situation déficitaire. C'est pas confortable du tout. Et surtout, ça ne peut pas durer. Si elle est toujours la même à la rentrée, la situation, c'est à dire si le nombre des abonnés n'a pas doublé (et il ne doublera pas, hélas : voici les vacances et loin des yeux loin du cœur, vous allez nous oublier et nous laisser tomber comme tous les ans pendant un mois et demi, c'est comme si c'était fait...) si le nombre des acheteurs au numéro est lui aussi stationnaire, qu'est-ce qu'on va pouvoir faire ? Se saborder ? Augmenter le prix de vente ? Ou quoi ? Vous avez des idées, vous ?

En ce qui concerne le prix de vente, et la liberté d'expression, et tout ça tout ça, je vous laisse méditer ces quelques chiffres que Martine Joly a réunis :

« Vingt-sept pages de publicité en couleur dans « le Nouvel Observateur » : de Shell « pour un nouvel état d'esprit au volant » jusqu'au parfum « infini », en passant par « la certaine souplesse animale des slips Hom ».

La page couleur - sans marge - est facturée 2 800 F. Ce qui représente un premier apport de 756 000 F.

Ce n'est pas tout. On trouve encore 32 colonnes de pub, essentiellement pour des livres ou des agences de voyages, à 7 600 F la colonne, et 11 pages entières en noir et blanc à 18 300 F.

La rentrée totale d'argent par la publicité atteint donc chaque semaine la somme de 1 155 500 F (nouveaux évidemment).

Sur 114 pages que compte le journal, il n'y a que 53 pages rédactionnelles, y compris le dossier de la semaine, souvent très intéressant, bien que chaque colonne soit noyée dans la pub.

Dans « l'Express », on compte 45 pages de pub en couleur, dont la magnifique : « Oubliez Paris, c'est trop cher, trop bruyant, trop pollué, vivez plutôt à Parly 2, c'est très proche, très vert, très organisé ».

Plus : 32 pages en noir et blanc. Plus : la valeur de 12 pages réparties en colonnes disséminées dans le journal. S'ajoutent à ces pages publicitaires huit pages d'annonces. Si vous espérez trouver un directeur de marketing, par exemple, par une petite annonce, dans « l'Express », il vous en coûtera, pour un petit encadré de 86 mm sur 37 mm, 2 300 F.

Les ressources publicitaires de « l'Express » sont d'environ 4 000 000 F par semaine. Il y a de quoi voir venir sans angoisse les notes de frais des 63 pages rédactionnelles.

Comment voulez-vous, dans ces conditions, qu'il y ait cohésion entre cette forme de presse et la nôtre ? Comment, par ailleurs, pouvons-nous être « concurrentiels » et tenir le coup si nos lecteurs restent indifférents, lointains et nous traitent comme n'importe quelle marchandise qu'on est content de trouver quand on s'emmerde ou qu'on pleure après une information libre, mais qu'on oublie aux beaux jours ? ...

Isabelle Cabut

fait chaud

Le goudron colle. La rivière, en bas d'chez moi, quitte lentement son lit. Ça doit causer des problèmes à la fonderie sous pression voisine... Sur le plateau, l'eau est coupée à partir de 7h30, des paysans évitent de se laver pour donner à boire à leurs animaux (le cheptel compte quelques unités par foyer) et les touristes cette année seront plutôt mal vus. Déjà, un directeur de la colo du Livre a appris, par lettre du maire de la commune de Larri-voire, qu'il ne pourrait pas cet été venir ici avec les enfants.

En ville, on assiste à des scènes pas drôles : les voisins se jalourent, untel lave son balcon alors que nous, tiens, M. Monsieur, on lave plus notre voiture, etc. Ça promet... Va y avoir de la chaleur et de la sécheresse dans les rapports sociaux, de citoyen à citoyen... Je vous parle de St-Claude. Qu'est-ce que ça doit être à Paris...

C.T. St Claude

oiseaux

Je voudrais ajouter quelques petits trucs à propos de la grande page sur les oiseaux parue dans le n° 109.

Pour la détermination des oiseaux, le plus pratique, le mieux fait et le plus complet des livres c'est, à mon avis, « Le guide des oiseaux d'Europe », de Petterson, aux Éditions Delachaux et Niestlé (prix : 35 F) ; pour la protection des oiseaux : « Où, quand, comment protéger les oiseaux », chez Crépin Lehland, avec des plans de nichoirs et de mangeoires, etc. Un autre livre intéressant, après avoir arraché les pages consacrées aux « nuisibles » : « Le familier de la nature », de G. Anscieau, aux Presses de l'Île-de-France. Enfin, Jeunes

et nature publie des fiches de toute sorte sur un tas de sujets (pyramides écologiques, nichoirs, rapaces...). L'association Jeunes et nature (129, bd Saint-Germain, 75005 Paris) propose également des stages d'ornithologie, découverte du milieu, etc. Et puis j'oubliais un petit bouquin pas mal : « Les oiseaux et leurs nids », chez Nathan (20 F). Il n'est pas pratique pour la détermination parce qu'illustré de photos jolies quoique pas évidentes, mais complet pour ce qui est de la reconnaissance en fonction des œufs, des dates de ponte, etc.

M. Cinart, Essey-les-Nancy.

parc Villemin

Les habitants du X^e arrondissement sont parmi les plus défavorisés. Les espaces verts y sont inexistant. Les enfants ne disposent pas de lieux où s'ébattre. Les personnes âgées n'en possèdent pas pour se retrouver. Il manque aussi les locaux nécessaires à toutes activités : culturelles, manuelles, de rencontre, de loisirs etc. Le bon sens voudrait que le parc Villemin, avec ses 15.000 mètres carrés de superficie, sa végétation et ses bâtiments, leur soit attribué.

Or, les membres du Comité de défense de Villemin, eux-mêmes appellent à la construction « accélérée » de bâtiments dans l'enceinte du parc. Ont-ils raison ?

La destruction des arbres est en cours, le béton a commencé son œuvre. Nous croyons qu'il faut arrêter immédiatement les opérations, porter le débat devant toute la population du X^e, permettre véritablement aux intéressés eux-mêmes de faire connaître leur choix.

Jacques Essel, Président du Mouvement de Défense de la bicyclette

« La Gueule Ouverte »
 fondateur : Pierre Fourmier
 directrice de la publication : Isabelle Cabut
 maquette : Philippe
 secrétaire de rédaction : Laurent Samuel
 relations extérieures : Martine Joly
 abonnements : Fiffine
 administration : « les éditions PATATRAS ! »
 société de presse au capital de 2100 F
 8, rue de Condé, 75006 Paris.
 (tél. : 033.47.02)
 dépôt légal : 1^{er} trimestre 1976
 imprimerie : « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris
 distribution N.M.P.P.

abonnements : un an : 180 F ;
 6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F
 par chèque bancaire,
 chèque postal ou mandat
 adressé aux éditions Patatras,
 8 rue de Condé, 75006 Paris.

Abonnement



Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

désire s'abonner pour un an (180 F), six mois (95 F), trois mois (50 F) (1) à dater du numéro....
 Ci-joint un chèque bancaire ou postal ou un mandat (1) de F à l'ordre des Éditions Patatras, 8, rue de Condé, 75006 Paris.
PRÉCISER S'IL S'AGIT D'UN REABONNEMENT OUI (1) NON (1)

On accepte les abonnements de soutien.

(1) rayer les mentions inutiles.

MALVILLE LES VIVANTS MANIFESTENT

LES SCIENTIFIQUES SONT INQUIETS

A l'occasion de l'occupation non violente de Malville à partir du 3 juillet, des scientifiques français rendent publique une « déclaration d'inquiétude sur Super-Phénix et la société du plutonium ».

Quelles que soient nos opinions sur l'énergie nucléaire en général, c'est avec une grande inquiétude que nous constatons la décision de mettre en chantier, à Creys-Malville sur le Rhône, un surrégénérateur géant de 1.200.000 kilowatts électriques (kWé), Super-Phénix.

Ce type de centrale nucléaire – qui renfermera 4,5 tonnes de plutonium, qui sera refroidie par 5.000 tonnes de sodium liquide et qui fonctionnera avec une densité de puissance de plusieurs centaines de kilowatts par litre – présente en effet des dangers particulièrement graves. La violence de la combustion du sodium au moindre contact avec l'air ou l'eau, le fait qu'on ne sait pas éteindre un incendie de plus de cent kilos de sodium, impliquent une parfaite étanchéité de tous les organes des circuits de refroidissement pendant toute la durée de fonctionnement du réacteur. Est-il réaliste de compter sur une telle perfection ?

D'autre part, à la différence des centrales nucléaires « conventionnelles », les surrégénérateurs peuvent,

par accident, être le siège d'une variété d'explosion atomique, appelée par euphémisme une « excursion nucléaire » : il s'agit d'une réaction en chaîne dite « surcritique prompte en neutrons rapides », particularité que seule la bombe atomique possède également. Plusieurs excursions nucléaires successives sont susceptibles de se produire. Pourraient-elles être contenues par les enceintes du réacteur ? Les calculs les plus optimistes, faits à l'aide de modèles comportant de nombreuses hypothèses simplificatrices et fondés sur des expériences portant seulement sur quelques kilogrammes de matière fissile, donnent pour l'énergie mécanique libérée des valeurs qui sont à la limite de ce que peuvent contenir les enceintes les plus résistantes qu'il est possible

POUR LIRE A MALVILLE EN ATTENDANT L'EXCURSION NUCLÉAIRE

Le petit livre rouge des opposants à Malville est paru, on l'a rencontré : il se glisse aisément dans la poche ou le sac à dos, coûte peu cher (9 F), et s'appelle « Plutonium sur Rhône : le surgénérateur Super-Phoenix ». Il a été rédigé par des gens très sérieux : le Comité universitaire et scientifique grenoblois pour l'arrêt du programme nucléaire (CUSGPAGN). En moins de cent pages, cette plaquette explique clairement ce qu'est au juste un surgénérateur, les risques – en fonctionnement normal et en cas d'accident –, la

non-compétitivité économique de cette filière.

Les auteurs expliquent ainsi la démarche qui les a conduits à publier ce petit livre :

« Le 24 avril 1976, le gouvernement français a pris la décision en comité restreint de donner le feu vert à la construction de la centrale nucléaire surgénératrice « Super-Phénix ». Chimistes, mathématiciens, physiciens, économistes, nous avons été atterrés par le mépris envers les Français dont font preuve les promoteurs du programme nucléaire, car aucun débat public n'a présidé à cette décision.

Aussi avons-nous décidé, par cette plaquette, de contribuer à l'ouverture d'un débat, et de montrer comment les affirmations officielles sécurisantes constituent non pas une infor-

mation impartiale mais une propagande pour faire accepter une décision déjà prise.

Entre l'optimisme sans faille de l'EDF et le pessimisme de certains physiciens nucléaires personne ne peut prétendre connaître exactement la vérité, mais par contre une certitude éclate au moindre examen des faits : c'est l'énormité des risques pris par le gouvernement sous la pression des marchands de centrales et des technocrates de la croissance.

Nous pensons en effet, avec bien d'autres, que la technique des surgénérateurs n'en est qu'à sa phase expérimentale. Nous pensons que les risques déjà énormes pris avec la mise en service des centrales nucléaires « classiques » prennent ici une ampleur inégalée.

Nous pensons enfin que la compétitivité économique de

cette nouvelle filière est loin d'être prouvée.

Nous voulons, face aux immenses moyens de la propagande gouvernementale, populariser la thèse des opposants au programme nucléaire, car nous refusons de nous laisser anesthésier par les propos lénifiants des partisans du « tout nucléaire ».

Ce livre coûte 9 F plus le port. Il est diffusé par ADIPUG, B.P. 47 X, 38040 Grenoble Cedex. L'adresse du CUSGPAGN est : B.P. 16, 38120 Saint-Egrève. A Paris, on peut l'acheter aux Amis de la Terre, 16, rue de l'Université, 75007 Paris.

En dehors même de ses dangers, un programme de surgénérateurs serait incapable de prendre à temps le relais du pétrole. Telle est la principale conclusion du « Rapport Poincaré » des Amis de la Terre,

dont la G.O. a publié d'importants extraits dans son N° 96 (disponible contre 4 F en timbres). On peut profiter de l'occupation de Malville (ou des vacances) pour étudier de près la version intégrale du rapport, éditée par les Amis de la Terre (10 F plus port, 16, rue de l'Université, 75007 Paris).

Sur le nucléaire en général, le livre le plus simple est « le Nucléaire en questions », de Pierre Samuel, aux Editions Entente, 12, rue Honoré-Chevalier, 75006 Paris, 18 F. Le plus complet est celui des Amis de la Terre : « L'Escroquerie nucléaire », Editions Stock 2, 35 F. Le plus précis techniquement est celui de la CFDT de l'énergie atomique : « L'Electronucléaire en France », Collection Points, Le Seuil.

Laurent Samuel



Malville - La Hague : deux maillons une même chaîne.

de construire. Quant à la probabilité de ces excursions nucléaires, aucun analogue du « Rapport Rasmussen » sur la sécurité des centrales à eau légère – pourtant fort critiquable et très critiqué – n'existe pour les surrégénérateurs.

Or une excursion nucléaire répandrait dans l'atmosphère une partie des 4,5 tonnes de plutonium, portée à une température de plusieurs milliers de degrés. Cet élément, qui n'existe pas à l'état naturel, est, même à des doses si faibles qu'elles sont difficilement détectables, dangereux pour la vie et le restera pendant des centaines de milliers d'années. S'il est inhalé en aérosol, la quantité nécessaire pour provoquer un cancer du poumon est inférieure au milligramme. Il doit donc être isolé de la biosphère de façon infaillible et perpétuelle. Une fois séparé des autres sous-produits des réacteurs, ou – plus simplement encore – juste avant d'être introduit comme combustible dans un surrégénérateur, le plutonium peut aussi directement servir à confectionner des armes atomiques de destruction massive, qui sont efficaces même si elles sont rudimentaires : il doit donc être protégé contre le vol de façon infaillible et permanente ; la quantité nécessaire pour faire une bombe est inférieure à dix kilogrammes.

Enfin, alors que, pour les autres types de centrales nucléaires, on a assisté à une progression relativement lente des puissances de fonctionnement, il a été décidé de sauter directement des 250.000 kWé de Phénix aux 1.200.000 kWé de Super-Phénix. Or sur les sept surrégénérateurs producteurs d'électricité qui ont déjà fonctionné, trois (EBR 1, Enrico Fermi en Michigan, BN 350 sur la mer Caspienne) ont eu de graves accidents, et tous (à l'exception de Phénix) ont eu des difficultés de fonctionnement.

Aux Etats Unis, l'administrateur de l'Energy Research and Development Administration (ERDA) a décidé, fin 1975, qu'il faudra attendre 1986 avant que son administration puisse « décider si le déploiement à l'échelle commerciale des surrégénérateurs est acceptable ». En Grande-Bretagne, sir

Brian Flowers, collaborateur du Commissariat britannique à l'énergie atomique et président de la Commission royale sur la pollution de l'environnement, a demandé dans une lettre adressée le 14 novembre 1975 au premier ministre que, « s'il est construit, le surrégénérateur prototype soit situé loin de toute agglomération. Il doit comporter sur place les installations nécessaires à la fabrication et au retraitement de son combustible afin d'éliminer les risques dus au transport du plutonium ». Or, situé à 22 km de Bourgoin, à 38 km de Chambéry et à 44 km de Lyon, Super-Phénix est-il vraiment éloigné de toute agglomération ?

Nous sommes donc persuadés que la « société du plutonium » projetée est moralement indéfendable et techniquement sujette à caution. A bien des stades du cycle du combustible nucléaire – parmi eux le fonctionnement des réacteurs, les transports, le retraitement, la fabrication du combustible et la gestion des déchets – existe la possibilité de dégagements catastrophiques de plutonium et d'autres corps radioactifs, par accident ou par sabotage. Il n'existe aucune base scientifique valide pour calculer la probabilité et les effets maximaux à long terme de tels dégagements, ni pour garantir que les risques ne dépasseront pas un niveau donné. Toutes les précautions, existantes ou projetées, en vue d'empêcher ces dégagements sont imparfaites et – pour des raisons fondamentales – le resteront probablement. Nous craignons que l'effet cumulé de ces imperfections ne soit un désastre irremédiable et sans précédent.

De plus, dans une « société du plutonium », les vols, le terrorisme, la prolifération des armes au niveau national ou sous-national, et le marché noir du plutonium semblent inévitables. Aucun de ces problèmes ne respecterait les frontières nationales, et les difficultés de la coopération internationale compliqueront les efforts faits pour les résoudre. Afin de supprimer la violence nucléaire, de limiter la diffusion d'armes atomiques illicites et de promouvoir une nécessaire stabilité sociale perpétuelle, il pourra

être indispensable de développer des techniques massives de contrôle social et d'abroger les libertés civiles traditionnelles. La nature colossale des dangers liés au plutonium est apte à provoquer de colossales réponses policières. Mais même ces mesures, si répressives qu'elles soient, pourraient finalement se monter inefficaces.

Ces profonds dangers biologiques et sociaux – dont beaucoup n'ont pas de solution technique existante ou aisément prévisible – seraient courus à la recherche d'avantages économiques limités et peut-être éphémères. Les décisions qui comparent les risques d'une société du plutonium à ses bénéfices sont pour l'instant fondées sur des évaluations économiques et techniques intéressées, qui n'analysent pas le problème à fond. Ces décisions sont prises à la hâte, sans la discussion publique, complète et bien informée, que devraient requérir des décisions de cette unique importance.

Or il n'est nullement évident que les centrales nucléaires conventionnelles, ni même les surrégénérateurs, puissent jouer le rôle qui leur est officiellement assigné, à savoir d'être des sources d'énergie abondantes, durables et susceptibles d'une croissance rapide. Les doutes naissent de l'exiguïté des réserves connues d'uranium dans le premier cas, de la nécessité d'importants stocks initiaux de plutonium, des contraintes du retraitement et de l'importance des « temps de doublement » actuellement observés dans le second.

Mais il y a des alternatives, à la fois à notre gaspillage de l'énergie et à l'utilisation des surrégénérateurs. Elles comprennent les économies d'énergie, l'énergie solaire, les techniques charbonnières avancées, celle des bioconversions, l'énergie géothermique, et peut-être la fusion thermonucléaire. Il est cependant improbable qu'elles pourront jouer leur rôle propre si l'énergie nucléaire, et surtout les surrégénérateurs, continuent à dominer nos efforts de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie. Le prix prévu pour la seule construction de Super-Phénix dépasse cinq milliards.

Nous exprimons donc notre sympathie à l'occupation non violente d'un site proche de Super-Phénix.

Les signatures sont recueillies par les Amis de la terre (groupe « Energie »), 16, rue de l'Université, 75007 Paris.

Parmi les premiers signataires de cet appel : Marcel Bataillon (administrateur honoraire du Collège de France); Jean Chesneaux (Université Paris VII); Claude Chevalley (Paris VIII); Jean-Marie Chevalier (Paris XIII); Gustave Choquet (Paris VI); Hubert Delange (Paris XI); Jacques Dixmier (Paris VI); Roger Godement (Paris VII); G. Hureau (Muséum d'Histoire naturelle); Monique Lafon (Paris XII); Jean-Pierre Lafon (Paris XIII); Emmanuel Leroy-Ladurie (Collège de France); Théodore Monod (Académie des Sciences); Jean-Claude Pecker (Collège de France); Luce Ricatte (Paris III); Robert Ricatte (Paris VII); Pierre Samuel (Paris XI); Michel Serres (Paris I^{er}).

Un appel « politique »

Le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (2, rue François-Villon, 91400 Orsay), les Associations populaires familiales, les Amis de la Terre, des syndicalistes CFDT de l'EDF, du CNRS et du SGEN, etc. affirment, eux aussi, dans un autre appel, leur opposition à la construction de Super-Phénix. Ils concluent ainsi : « Face à de tels risques (plutonium, excursion nucléaire, incendie du sodium, retraitement), aucune société ne pourrait éviter de multiplier des contrôles sociaux et policiers. La société du plutonium nécessiterait une stabilité sociale, politique et internationale de très longue durée. Qui veut et peut prendre un tel pari ? »

LA RADIO PIRATE ANTINUCLÉAIRE

Jeudi dernier, entre 20 h et 20 h 15, les auditeurs lyonnais ont pu entendre sur la modulation de fréquence, au voisinage de France-Inter-Lyon, la première émission de Radio-Active. « **Nous sommes des gens qui préférons les activités de la radio à celle de la radioactivité** », a déclaré la voix anonyme. C'est « La java des bombes atomiques » de Boris Vian qui servit d'indicatif à l'émission pirate. Suivit un bref exposé des dangers du surrégénérateur Super-Phénix et des ventes d'armes du gouvernement français. L'émission se termina sur un appel à la population lyonnaise pour l'occupation non violente du site de Malville.

Les pirates des ondes se proposent de continuer leurs interventions. Ils nous ont adressé le communiqué suivant :

« **Suite au succès remporté par ses émissions lyonnaises et à la demande générale, Radio-Active émettra, à destination de l'agglomération grenobloise, les mardi, mercredi et jeudi 29, 30 juin et 1^{er} juillet. Ces émissions auront lieu à partir de 20 h précises en modulation de fréquence sur 97 Mhz.** »

MALVILLE PRATIQUE

Les comités Malville tiennent à ce que le 3 juillet soit une manifestation **non violente**. Ils s'expliquent en ces termes : « Notre but est d'éviter, par l'intelligence, l'humour, la fête, que s'installe l'engrenage violence-répression. Les méthodes non violentes permettent un accord souple entre le but poursuivi et les moyens employés. La non-violence est une méthode de combat, précise, active et audacieuse, qui exclut également la soumission aux autorités et aux lois injustes, la passivité devant l'injustice, la fuite et la peur du gendarme. Elle est fondée au contraire sur la désobéissance civile, consciente, face à une loi injuste bien déterminée, pouvant conduire à entrer délibérément dans l'illégalité, par exemple, en occupant le site de Malville. »

Préparation de l'occupation. Elle a commencé le 25 juin (aménagement, signalisation, etc.). Point de rencontre : André Nicolas, rue de Jouvenet, Montalieu.

Camping. Apportez tout votre bazar : tables, bancs, tente, casseroles, sacs de couchage, chapeaux, un pyjama et un raton-laveur !

Sécurité. La région est très sèche. Le moindre mégot peut déclencher un incendie. Attention au feu !

Bouffe et eau. Soyez autonomes dans la mesure du possible pendant deux jours au moins. **N'oubliez pas un jerrican d'eau.**

Animation. Du 5 au 10 juillet, tous les soirs dans les villages environnants, des projections de films seront organisées. Vous pourrez voir entre autres le film de Serge Poljinski, « La Ville est à nous », et pas forcément des films militants. Il y aura aussi du théâtre, de la musique. Le programme détaillé sera donné sur place.

Soutien financier. L'organisation matérielle de l'occupation coûte cher. CCP 958 49 S Grenoble.

Camping libertaire. Dans le cadre de l'occupation non violente du site nucléaire aura lieu à Malville, du 3 au 25 juillet, un **camping libertaire**. « La société anarchiste et autogérée pour laquelle nous luttons n'aura pas besoin de centrales nucléaires. » **Une grande fête libertaire est prévue sur le site le dimanche 18 juillet** afin de marquer le quarantième anniversaire de la révolution autogestionnaire espagnole.

LA FÊTE ? QUELLE FÊTE

Censeau, chez nous, on en est toujours un peu nostalgiques (1). On a toujours une vague envie de remettre ça. Alors on s'était dit : puisque de toute façon on va à Malville, puisque de toute façon il y aura beaucoup de monde là-bas, pourquoi ne pas y refaire une sorte de Censeau ? Le point de rencontre « Gueule Ouverte » aurait pu être le lieu d'un forum permanent, pendant le week-end du 14 juillet, sur le thème, par exemple « quelle autre société ». C'est ce qu'on s'était dit.

Là-dessus, on envoie Arthur et Martine à une réunion du comité Malville pour en causer. Ils reviennent en disant que c'est d'accord, mais... mais... mais... le 14 juillet c'est peut-être tard, difficile de dire si « on » nous laissera occuper jusque-là ; le point de rencontre « Gueule Ouverte », on ne sait pas bien où il pourrait être, vu que les terrains sont disséminés ; les sanitaires, la bouffe, la flotte, ça sera peut-être juste pour beaucoup de monde (ça, c'était il y a deux mois, depuis ça a dû s'organiser). Alors, je dois avouer que c'est moi qui ai freiné à ce moment-là. J'ai eu peur que ça merdoie, et ça m'aurait embêtée d'appeler les lecteurs, avec des gosses, à un truc dont la G.O. aurait la responsabilité et qui serait vasouilleux, voire dangereux en pleine chaleur. Censeau, c'était parfait, mais c'était parfait parce que Jean-Marc Bernard, aidé de Nathalie Hémard sur Paris, de

Contact-Education et d'autres du coin jurassien, avaient travaillé pendant deux mois pleins pour mettre l'organisation en place. Des Jean-Marc, ça ne se trouve pas sous les pieds de tous les chevaux. Après son départ, faut bien dire qu'il n'a pas été remplacé. Nous autres, pris par notre travail au journal, il nous était difficile d'organiser un truc très chouette à 400 km ; on a donc décidé qu'à Malville, on y serait, mais comme les copains. Ni plus ni moins. On se contenterait, par ailleurs, d'essayer de convaincre nos lecteurs de nous y rejoindre. Sans pour autant leur promettre des réjouissances extraordinaires.

Par là-dessus, le comité Malville, avec qui les communications téléphoniques sont difficiles et qui en était resté à la visite pourtant évasive d'Arthur, lance un communiqué comportant l'annonce d'une « fête » de « la Gueule Ouverte » le 14 juillet ! Une fête ! Mais où vont-ils chercher des idées pareilles, ces humoristes ? Une fête ! Je n'ai pas la place de développer aujourd'hui, on m'a sommée de faire court vu qu'il y a des choses sérieuses à dire, mais je vous expliquerai un jour, si, si, j'y tiens, pourquoi je n'accepterai jamais d'organiser ou de cautionner quelque chose qui s'appellerait une « fête » !...

Isabelle

(1) C'étaient trois jours de rencontre champêtre, dans le Jura, organisés par « la Gueule Ouverte » sur le thème « Vivre avec l'enfant ».

LES CHEMINS DE MALVILLE

De Paris.

Il reste encore quelques places pour « l'excursion nucléaire » organisée par les Amis de la Terre, à l'occasion de l'occupation massive et non violente du site nucléaire de Malville. Téléphonez vite pour réserver vos places et envoyez vos chèques à l'ordre des Amis de la Terre (16, rue de l'Université, 75007 Paris, Tél. : 261.27.90 l'après-midi).

Aller simple : 75 F. Aller et retour pendant le week-end : 90 F. Départ probable le 2 juillet au soir.

De Givors.

Le groupe écologique de Givors propose à tous les gens de la région de se retrouver le samedi 3 juillet à 8h du matin, devant la MJC. Un immense départ à vélo est prévu avec banderoles, musique, etc. Certains rejoindront le groupe de Vienne, de Péage de Roussillon, de Pélussin. Et les autres...

De Chambéry.

Un départ collectif est organisé en car, à vélo et à pied. Passer rapidement à La Marge, 37, rue Lamartine, 73000 Chambéry.

De Toulouse.

Le Comité antinucléaire de Toulouse et l'Association toulousaine d'écologie organisent un départ régional en bus. Départ le 2 juillet dans la soirée, retour dans la nuit du 4 au 5 juillet. Prix : 90 F. aller et retour. Contacter vite l'ATE, 18, rue des Pénitents-gris, 31000 Toulouse.

D'Avignon.

Pour tous les gens du sud de la France qui se rendent à Malville, rendez-vous à Avignon avant midi au pont Saint-Bénézet (le pont de la chanson) pour manger ensemble et partir vers 13 h 30 en caravane. Décorez vos bagnoles car le cortège remontera la nationale 7 en traver-

sant les villages. Pour toutes propositions ou suggestions, contacter vite Alain Lichère, quartier Coupe d'or, 84000 Avignon, Tél. : 82.34.98 aux heures des repas. Comité d'action écologique d'Avignon, villa n° 6 les Orchidées 3, 84130 Le Pontet.

De Château-Thierry.

Les Amis de la Terre de l'Aisne Sud organisent une « excursion nucléaire ». Départ collectif en autocar le vendredi 2 juillet en soirée de Château-Thierry. Prix : 90 F. aller et retour. Amis de la Terre Aisne Sud, B.P. 135, 02400 Château-Thierry.

De Paris, gratuitement !

Compte-tenu qu'il semble illogique de payer le train, le car ou de l'essence pour revendiquer un juste droit, celui de vivre, considérant qu'un service public doit être gratuit et au service de tous, le Groupe de résistance active aux transports publics et payants appelle à se rendre à Malville par le train et sans payer. Rassemblement prévu vendredi 2 juillet à 20h 30 à la sortie du métro de la gare de Lyon. Un retour est prévu dimanche soir pour ceux qui ne pourront rester que le week-end. Tous renseignements au restaurant « La Gamelle », 32, rue des Trois Frères, 75018 Paris, Tél. : 606.48.63.

De Valence.

Le Comité régional d'information nucléaire, organise un départ groupé. Départ à 8 h du matin. La caravane de voitures montera en distribuant des tracts dans les villes et villages traversés. Jonction avec le comité Tain-Tournon à Tain à 8h 30, 8h 45. Décorez vos voitures et rendez-vous à Valence, quartier du Polygone, place Dunkerque, entre 7h 30 et 8 h.

Les antinucléaires se lèveront tôt !

C.R.I.N. Maison pour tous du Grand-Charran, 26 Valence.

HOMMAGE A L'AUBERGISTE

FRANCHARD, en forêt de Fontainebleau. Une étape sur le route du retour. Nous avons pris nos précautions; rempli les gourdes avant de quitter la baignade. N'empêche. Avec tous les enfants qui vont là, nous espérons bien trouver un point d'eau.

Il en a eu un. Mais il est désaffecté dans son enclos. Pourquoi? L'explication est vite donnée: pour pousser à la consommation à l'auberge du lieu, probablement... Je m'insurge; allons, cher Collège, ne soyez pas aussi malveillant! J'en ai entendu dire plutôt du bien, de ce restaurant. Ils ne vont évidemment pas me refuser vingt litres d'eau fraîche!

Et me voilà parti avec mon jerrican blanc. Je commande un thé, de ma voix angélique, et demande ensuite, avec mon irrésistible gentillesse, de l'eau pour mes pauvres enfants...

PAS D'EAU

J'aurais pu être encore plus aimable. Nous plaindre, par exemple, de tous ces Méchants qui cassent des fontaines que les Pouvoirs Publics ne peuvent plus réparer parce que tous nos pauvres impôts y passeraient... Mais le garçon ne me laisse le temps de rien. Pince la bouche: « On ne donne pas d'eau. D'ailleurs c'est écrit. N'avez qu'à lire. »

C'est effectivement écrit à la porte, mais celle-ci étant grande ouverte, l'écriteau s'est trouvé derrière moi quand je suis entré.

Ecriteau ou pas d'ailleurs, je me demande si c'est bien légal, comme refus, étant donné le monopole institué en faveur de l'aubergiste depuis la désaffectation de la fontaine. Mais ne connaissant pas mon droit je préfère plaider: vingt litres seulement, qui ne le sauront pas, puisque nous sommes les derniers visiteurs de la journée, sans oublier les professeurs qui viendront se désaltérer chacun son tour - ils sont huit, vous n'y perdrez pas...!

Certain que le garçon ira exposer mon cas à son patron, je monte à l'étage me laver les mains. Je constate qu'il y a de l'eau sous pres-

sion suffisante, que les cabinets sont propres. Mais quand je redescends, j'ai un nouvel adversaire. Le gérant, qui s'accroche lui aussi à l'écriteau. Et moi, par conséquent, au service qu'il ne peut décemment pas me refuser, à sa conduite qui relève de la non-assistance à personne en danger, tellement inqualifiable qu'on ne peut pas la cacher aux journaux.

QUAND IL PLEUVRA

Je n'ai rien à perdre. Si vraiment mes gosses crevaient de soif, j'aurais Melun à deux pas. Je pousse seulement un peu, pour voir. Et comme chaque fois que je joue, mes mains tremblent - c'est même pour ça, si vous voulez savoir, que je n'ai pas continué sur les planches...

Et voilà mon aubergiste qui essaie de m'intimider! Qui téléphone aux gendarmes: pour les prévenir qu'il y a là un monsieur de l'Education Nationale qui le menace (?) et leur demander de le justifier. Le gendarme, là-bas, a certainement pris d'instinct mon parti; il ne peut pas croire, lui non plus, qu'on lave la vaisselle à l'eau d'Evian (1) à l'auberge de Franchard (2). D'où nouveau coup de fil à une autre gendarmerie, pendant lequel j'ai le loisir de finir mon thé et de donner à Mme l'Aubergiste une leçon d'accueil commercial. Le loisir, aussi, de me faire dire qu'on ne sait pas lire, à l'Education Nationale, et que si on avait su, on m'aurait cassé la gueule quand j'étais entré...

Bref, la scène, dont je vous passe les détails. Une scène qui se répétera des milliers de fois cet été. Qui me ramène à la dernière guerre. La scène des visages fermés et des tiroirs-caisse grands ouverts. La bêtise instituée.

La gendarmerie tardait à venir. Mon brave aubergiste faisait semblant de l'attendre. Je lui ai laissé mon adresse et mon nom. Pauvre homme, dont j'avais osé suspecter la bonne foi... Gageons qu'il nous recevra mieux la prochaine fois, quand il pleuvra.

Lambert

(1) Ceci n'est pas une publicité.
(2) id.



Adja

Pour éviter « Soleil vert »

On le répète dans la G.O. depuis deux mois: les conséquences de la sécheresse, phénomène naturel, sont terriblement aggravées par une politique aberrante et à courte vue: agriculture industrielle, gaspillage de l'eau, destruction des forêts et des mares, etc. Le naturel qui revient au galop ne doit pas faire oublier la politique. « Sécheresse: oui, il y a des responsables » (G.O. N° 105, 12 mai 76).

Les titres alarmistes de « France Soir » et les commentaires de la télé, refusant de cerner les responsabilités, distillent un climat fataliste, et font porter le chapeau au consommateur, cet irresponsable qui a gaspillé sans compter. Dans l'hypothèse où nous entrerions dans une période prolongée de troubles climatiques, cet intox pourrait bien paver la voie à l'instauration d'un (éco) fascisme dont l'alibi serait la nécessité de faire face aux « fléaux naturels ». Paris ces jours-ci avec son ciel cuivré, sa chaleur moite, son air piqué de vapeurs d'essence et ses égouts qui empestent, donne comme un amer avant-goût de « Soleil vert », ce film américain d'écologie-fiction à grand spectacle.

C'est pourquoi il urge de dépasser le stade des nécessaires dénonciations. Il nous faut, en particulier, jeter les grandes lignes d'une autre politique de l'eau. Comme le souligne la CFDT à propos du cas de St-Malo (« Libération » du 24 juin), « il faut déprivatiser l'eau ». Problème à résoudre: de quelle façon pourrait concrètement s'agencer une auto-gestion, une prise en charge par la collectivité, des ressources en eau? Un tel problème ne peut être exclusivement résolu à l'échelon local, communal. L'eau circule. Elle ignore les frontières érigées par les hommes. Une gestion « autarcique » des ressources en eau serait aussi catastrophique que le laisser-aller d'aujourd'hui ou la gestion technocratique de demain. L'appropriation sociale (ni privée, ni « nationalisée ») des lieux de décision suppose sans doute une pluralité selon les problèmes concrets qui se posent: commune, région, bassin hydrologique, continent, planète... Reste à déterminer de quelle façon pourrait se mettre en œuvre, à l'échelon de collectivités numériquement importantes, une politique écologique autogestionnaire évitant les pièges de la centralisation, de la hiérarchie et de la représentation. Le débat est ouvert. A vos plumes!

L.S.

□ Vers la révolution des climats. L'Organisation météorologique mondiale (OMN) estime qu'il faut s'attendre à long terme « à un important changement naturel du climat conduisant à un régime climatique différent ». Il est toutefois « peu probable que l'amorce d'un tel changement soit perceptible à brève échéance, car elle serait masquée par la forte variabilité climatique qui se manifeste à plus court terme ».

L'OMN souligne que cette déclaration a pour but d'apporter une certaine clarification après les « déclarations sur les changements climatiques, pouvant prêter à controverse, qui ont été publiées au cours de ces dernières années par divers organismes et diverses personnes ». De



l'avis de l'OMN, il est cependant « urgent de se préoccuper des changements climatiques à court terme résultant de causes naturelles ou, éventuellement, d'activités humaines, en raison des graves répercussions qu'ils peuvent exercer sur le

bien-être de l'homme et sur le développement économique ». L'Organisation recommande à ce sujet d'améliorer les possibilités de prévoir les changements climatiques à court terme, et juge « nécessaire de mieux connaître et de pouvoir mieux prédire les incidences des activités de l'homme sur le climat du globe, étant donné les conséquences qui peuvent en découler ».

(« Les Dépêches de Dijon », 19/20 juin 76)

□ Habitants du Val-de-Marne, votre eau est menacée. Chaque jour, pour boire, faire la cuisine, vous laver, vous utilisez l'eau de la Seine. La construction d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, à 100 km en amont de Paris, est un

crime. La santé, la vie de huit millions de Parisiens et banlieusards sont en jeu. Car c'est l'eau de la Seine qui servira au fonctionnement et au refroidissement de cette centrale nucléaire. Cette eau sera encore plus polluée, elle deviendra au fur et à mesure des années de plus en plus radioactive, l'élévation de sa température bouleversera de façon inconnue le biotope dans lequel nous vivons. L'électricité d'origine nucléaire n'est pas une nécessité. Il faut lutter de toutes nos forces contre l'implantation de la centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine.

(Extraits d'un tract des Amis de la Terre du Val-de-Marne. Réunion chaque lundi à 20 h, Maison de la culture, place René Coty, Maisons-Alfort).

□ La psychose de la rage est savamment entretenue. Des cas de rage à Paris ont été annoncés à la télévision (« Minute » en fait son gros titre), puis démentis. Autre titre, dans « France-Soir »: « Mordue le vendredi par son chat, elle a la rage le dimanche ». C'était une autre fausse nouvelle (l'incubation de la maladie est bien longue). Déjà, la presse espagnole est en alerte, alors que la rage est à des centaines de kilomètres de l'Espagne!

En fait, la psychose de la rage est une bonne affaire pour les laboratoires pharmaceutiques, vétérinaires, fourreurs, chasseurs, gardes... et la presse à sensation. Gageons que cet été la rage sera une bénédiction pour les journalistes en mal de copie.



Maroc, contrasté et mystérieux...

Le Maroc ! L'atmosphère étonnante des cités de rêve, l'odeur du couscous au lait d'amande, le visage buriné des marchands, l'étrange harangue du charmeur de serpent... Un pays magique et coloré. Cet été, ils seront des milliers à répondre à l'appel envoûtant des dépliants touristiques. Comme autant de loukoums poisseux, les Français iront fondre leur graisse citadine sur le sable brûlant des plages marocaines. Dans le même temps, à Seltat, Meknès, Fès, Casablanca et Rabat, 330 prisonniers politiques seront présentés à la justice du roi.

Trois avocats français ont effectué ces derniers mois des missions d'observation au Maroc au nom d'Amnesty International, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et de l'Association Internationale des Juristes Démocrates. Leurs rapports, communiqués à la presse la semaine dernière, confirment la situation dramatique des prisonniers d'opinion. Malgré la loi, la garde à vue est illimitée. Les prisonniers sont enfermés pendant des mois sans le moindre jugement. Certains disparaissent complètement, et personne ne peut connaître leur sort. Quelques longues et difficiles enquêtes ont pu cependant prouver la mort de certains d'entre eux. Comme le professeur Abdellatif Zeroual, condamné par contumace et mort en prison sous la torture. Les prisonniers d'Hassan II ne sont pas mieux traités que ceux du shah d'Iran : isolés, à peine nourris, ils sont soumis aux tortures quotidiennes et raffinées des policiers du roi divin. La suspension du prisonnier, pieds et mains liés à une barre de fer, est l'une des plus courantes. Il y a aussi les électrodes, l'eau de javel, les divers « jeux sexuels » ou l'asphyxie. Ou même le lancer de prisonnier au bout d'une corde du haut d'un hélicoptère. Des centaines de prisonniers politiques sont actuellement détenus dans les prisons marocaines, livrés aux pratiques de la police qui assure elle-même la garde. « Un régime féodal », accuse l'avocat d'Amnesty International. Les geôles sordides où règne la torture se dressent à deux pas des plages merveilleuses où se prélassent le touriste... Un pays au « contraste vraiment étonnant » !

D.S.

POUR OU CONTRE LA CULTURE SANS SOL

L'HYDROPONIQUE a des avantages évidents et incontestables par rapport à la culture traditionnelle :

Une augmentation notable des rendements, un gain appréciable de surface et la possibilité de faire pousser des récoltes dans les régions les plus variées. Mais quelle est la valeur biologique de la plante ainsi créée ? C'est là que les avis diffèrent, et que surgissent de farouches opposants. Pour les partisans de l'hydroponique, la solution nutritive fournit à la plante une nourriture équilibrée et immédiatement disponible grâce au contact plus étroit entre les racines et les éléments nécessaires à sa croissance. Un environnement plus riche que le sol en quelque sorte.

Ce principe est violemment contesté par les agrobiologistes, qui lui reprochent de bafouer insolentement le vieux dicton : « Nourris le sol, pas la plante ! ». Ainsi Claude Aubert, un des « chefs de file » de l'agriculture biologique française, écrit : « L'expérience, et en particulier les cultures hydroponiques, confirme que nous ne sommes pas capables de reconstituer pour les plantes une alimentation comparable à celle qu'elles trouvent dans un sol équilibré ». (« L'Agriculture biologique », le Courrier du livre, 21, rue de Seine, Paris 6^e). Et, dans « Le Jardin potager biologique », petit livre indispensable pour le jardinage (même éditeur), il ajoute : « Les plantes ainsi cultivées sont extrêmement sensibles au parasitisme, ce qui prouve qu'elles sont en mauvaise santé et mal nourries ». Claude Aubert résume ainsi la position de nombreux agrobiologistes qui condamnent l'hydroponique au même titre que l'agriculture intensive et industrielle. Pour l'Anglais James Sholto Douglas, « alors qu'en agriculture industrielle les sols sont détruits, en hydroponique il n'y a pas de sol à détruire. Mieux, on crée de la végétation là où il n'y en avait pas, fonction pour le moins écologique ».

Pas si simple. Car, comme Richard Merrill, on peut se poser la question : « quelle sorte de plante créons-nous, ou quel sorte de sol ne créons-nous pas ? ». Les critiques du biologiste américain sont plus fondées que celles des Européens : la solution nutritive, bien que disposant de tous les éléments nécessaires à la plante, n'en constitue pas

pour autant une nourriture idéale. Il s'agirait plutôt d'un régime forcé : l'absence de l'activité biologique jouée habituellement par les micro-organismes contenus dans le sol, l'absence de sol entraînent l'absence de l'activité biologique des micro-organismes. Habituellement, l'environnement immédiat de la plante, et notamment les mycorhizes (symbiose entre les racines et les champignons microscopiques), joue un rôle régulateur dans son alimentation. En hydroponique, l'absence de sol entraîne l'absence de l'activité biologique des micro-organismes et l'absence de l'autorégulation. La plante accumule donc plus de matières qu'elle n'en réclamerait dans un processus métabolique normal. Et, selon Richard Merrill, plusieurs études ont montré que les plantes pouvaient concentrer de l'azote excédentaire sous forme de nitrites toxiques et même de dérivés cancérogènes.



D'autre part, bien qu'en santé apparente, elle est qualitativement plus faible et plus réceptive aux maladies (les mycorhizes jouent un rôle de prévention contre les maladies pathogènes).

Il convient donc de se méfier des utilisations industrielles éventuelles de l'hydroponique. On peut craindre que les futurs produits cultivés sous serres hydroponiques ne soient pas plus sains (et peut-être encore moins) que ceux de l'agriculture industrielle sur sol. Ce n'est pas une raison suffisante pour rejeter d'un bloc la culture sans sol. Ou la confondre avec la culture intensive et industrielle. L'hydroponique permet la culture en ville et même en appartement. Et jusqu'à présent, les quelques jardiniers en hydroponiques semblent en parfaite santé. Une utilisation à petite échelle n'est donc pas dénuée d'intérêt, ne serait-ce que pour le plaisir de l'expérimentation.

Dominique Simonnet

□ **Très chaud, pas cher** : le soleil devient compétitif. Une équipe du Massachusetts Institute of Technology (MIT) vient de mettre au point un convertisseur solaire qui produirait une énergie meilleur marché que les dispositifs conventionnels. Le « truc » : des miroirs qui concentrent les rayons solaires sur des cellules photovoltaïques productrices d'électricité. Comme le système est équipé d'un refroidisseur à eau, il peut produire en même temps de l'eau chaude. Pour une maison individuelle, il coûterait environ 5000 dollars. Il pourrait fournir 50 % de la consommation annuelle d'électricité, et 70 % de celle de chaleur et d'eau chaude. Il serait totalement amorti en cinq ans. Fabriqué par la National Patent Develop-

ment corp., une firme new-yorkaise, ce convertisseur devrait être sur le marché dès 1977. « Wall Street Journal » du 7 juin, cité par « la Presse économique ».

□ **Un ensemble de huit cents logements à la Rochelle** va être alimenté en eau chaude par le soleil. Mise en service prévue de cette « première européenne » : septembre 76. Jacques Giordano, PDG de la société qui a décroché le contrat, confie au « Point » (17 mai 76) : « Ce qui me fait plaisir, c'est que l'office d'HLM n'a pas choisi le chauffage solaire pour des raisons politiques. Mais par économie... » On avait eu chaud !

□ **Cinq pavillons solaires ont été inaugurés au Havre** par Paul Delouvrier, président d'EDF, et Jean-

Claude Colli, délégué aux énergies nouvelles. But de l'expérience : déterminer si l'ensoleillement du nord de la France permet un rendement suffisant. Grâce à vingt-deux capteurs disposés sur le versant sud du toit, l'économie d'énergie guignée est de 50 % (« Le Monde », 19 juin 76).

□ **Des moulins à vent géants** pourraient produire, d'ici vingt ans, un cinquième de l'électricité américaine. C'est le résultat d'une étude menée par la société aéronautique Lockheed. Cinquante mille éoliennes géantes permettraient d'économiser deux milliards de barils de pétrole par an, de réduire notablement la pollution atmosphérique et de créer des milliers d'emplois.

□ **Des équipements solaires pour le personnel d'une centrale nucléaire américaine.** La société San Diego & Electric Co. prévoit d'utiliser le soleil pour produire de l'air conditionné et de l'eau potable : dans les annexes administratives de sa centrale atomique Westinghouse de Sun desert, à Blythe (Californie). Une « ferme » solaire sera édiflée pour produire de l'eau potable par dessalement. Elle permettra également d'alimenter en eau douce une agglomération voisine (« Enerpresse », 18 mai 76).

□ **La croissance des crédits affectés à l'énergie solaire aux Etats-Unis sera moins forte que prévue.** Le budget du nouvellement créé Institut de recherche sur l'énergie solaire (Solar energy research institute) est finalement

modeste en raison de l'imprécision de ses projets. La part du solaire dans le budget de l'ERDA (Administration fédérale pour la recherche et le développement énergétiques) passera quand même, entre 75 et 76, de 42 à 115 millions de dollars.

□ **Une « tour solaire »** est en train d'être construite à Albuquerque, dans le Nouveau-Mexique (Etats-Unis). Trois cent vingt miroirs géants y feront bouillir l'eau d'une chaudière. La vapeur ainsi obtenue sera utilisée pour produire de l'électricité. Une telle installation coûte cher : 7500 dollars par kilowatt installé, contre 1500 pour une centrale utilisant les combustibles fossiles. Aucune centrale commerciale de ce type ne devrait être construite avant 1990,

aliments pour bébés

DU SEIN A LA FOURCHETTE

DE 0 à 2 ans, le petit d'homme passera du stade de la tétée à celui de l'assiette de jambon-purée ou de carottes-galettes de blé selon l'ambiance familiale. Ces deux années décideront en grande partie de la santé future de l'adulte, de ses préférences culinaires et de son conditionnement quelques années plus tard à utiliser l'alimentation industrielle préparée, pré-digérée, conditionnée plastique transparent et sans surprise. MM. Guigoz et Jacquemaire ont donc deux ans pour mettre Bébé sur orbite commerciale.

Qu'en disent les trois tendances principales « pour une autre alimentation »? Nous avons interrogé et consulté les végétariens, les végétaliens et les macrobiotiques. Nous donnons ici leurs avis, en prévenant le lecteur qu'il s'agit de grilles à personnaliser selon l'enfant et son entourage. Chaque cas est un cas particulier, et il faut bien savoir qu'il est inutile et même néfaste de vouloir nourrir son bébé de lait, de blé et de jus de navet si on ne peut soi-même se passer de steak-frites. Il faut un minimum de bon sens, pour mener à bien la première éducation alimentaire.



LE BÉBÉ VÉGÉTALIEN

Il faut s'adapter au bébé que l'on a. Certains digèrent le lait de blé ou d'amandes à trois mois, d'autres à six mois. Il peut parfois être nécessaire d'introduire un peu de lait de vache dans les biberons de certains bébés. Ne jamais mélanger lait de blé et lait de vache au même repas. Il faut éviter de préparer les biberons trop à l'avance, même en les gardant au réfrigérateur.

Jusqu'à l'âge d'un an, la nourriture de l'enfant devrait être le fait de la mère. A défaut, vers 5 ou 6 mois, puisque les conditions de vie actuelles ne permettent généralement pas à la mère d'allaiter au-delà, ce n'est pas vers le lait de vache qu'il faut se tourner mais vers le blé, aliment spécifique de la race humaine, qui lui apportera tous les acides aminés indispensables en quantité suffisante. On augmentera la ration de lipides suffisante dans le blé en donnant un peu de lait d'amandes, sans oublier les fruits frais, notamment les agrumes en raison de leur richesse en vitamine C. Parallèlement, on recherchera les sources de vita-

Allaiter, pourquoi?

Normalement, l'enfant n'a besoin de rien d'autre que du lait de sa mère pendant les premiers mois de son existence. L'allaitement maternel facilite chez le bébé la formation de la mâchoire et des dents; il est très exactement adapté aux besoins physiologiques du bébé; absorbé directement au sein, sans contact avec l'air, donc sans germes, sans refroidissement ni chauffage et sans stérilisation, le lait maternel est toujours prêt et sous la main.

Le lait de la mère est toujours préférable à tout autre. Il protège le nourrisson des risques d'infection. Même si on en a peu, il ne faut pas le laisser perdre.

« Le lait maternel contient des traces de pesticides. » Mais le lait de vache contient lui aussi ces mêmes traces, sans compter celles d'antibiotiques, d'œstrogènes, tous résidus de l'élevage moderne. Une enquête effectuée par Nature et Progrès a bien mis en évidence, chez les adhérentes du mouvement nourries de produits sains, l'absence de ces traces de poison dans leur lait (voir G.O. n° 69 : « Le biberon tragique »).

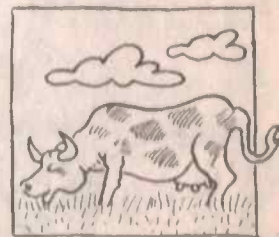
Argument sentimental : le contact étroit entre l'enfant et sa mère est primordial chez le nouveau-né. Sécurisé, satisfait, le bébé allaité démarre plus facilement dans la vie. Contre-argument social : la mère est « coincée » pendant plusieurs mois car un bébé mange toutes les trois ou quatre heures et d'autre part les



LE BÉBÉ VÉGÉTARIEN

Les végétariens, représentés par le mouvement Vivre en Harmonie (2), adoptent sensiblement le même schéma d'alimentation, en y ajoutant le lait, les œufs et le miel. L'homme est le seul mammifère qui continue à boire du lait après l'apparition des dents ! Ils, conseillent de ne l'utiliser que sous forme de yaourts et de fromages. Le bébé qui n'est pas allaité reçoit, dès le début, quelques cuillerées de yaourt. Toujours penser à personnaliser les repas en fonction de l'enfant et de son équilibre individuel. S'il manque de tonus, on peut ajouter un peu de sel ou de soja dans sa purée.

Que répondre à ceux qui objectent que le nourrisson ne possède pas la ptyaline (ferment indispensable à la digestion des farineux) avant 4 ou 6 mois ? Pour Jeannette Dextreit, auteur de « Des enfants sains » (Éditions Vivre en Harmonie), ce sont des années d'expérience qui lui permettent d'affirmer que cette ptyaline est justement provoquée par l'introduction des céréales. Les premiers biberons du nouveau-né qu'on ne peut pas allaiter sont composés à partir de





rotte : toujours quelques gouttes d'huile d'amande ou d'olive pour solubiliser le carotène, faute de quoi il ne pourrait pas être assimilé (mais pas de citron avec).

Le lait d'amandes se prépare en pilant au mortier 7 à 8 amandes avec quelques gouttes d'eau tiède. Le lait de blé se prépare à partir d'une eau peu minéralisée comme Volvic, Charrier ou Évian, portée à ébullition et versée lentement sur du blé biologique fraîchement moulu et délayé au préalable dans très peu d'eau froide. Une cuillerée à soupe de blé biologique par mois d'âge, à partir d'un mois, jusqu'à quatre mois. La quantité d'eau est de dix fois celle du blé. On laisse au bain-marie un quart d'heure au moins en délayant bien. On tamise dans une passoire. On ajoute deux cuillères à café de sirop d'érable et une cuillère à café de lait d'amandes. Ce lait de blé est donné deux fois par jour. A un mois, le biberon de 100 cc contient deux tiers de lait de blé pour un tiers d'eau.

Les autres biberons de la journée contiennent successivement du jus de carottes et du bouillon de légumes. Vers cinq mois, on peut commencer à donner une purée d'un légume de saison cuit à l'étouffée.



Menu-type pour un enfant de six mois, sans problèmes

Matin : jus de fruit frais ou deux cuillerées à café de jus de carottes ou de navet filtré, avec deux gouttes d'huile. Bouillie de blé avec lait d'amandes.

Midi : jus de fruit frais. Purée de légumes (éviter les pommes de terre, qui contiennent des traces de solanine, poison tout ce qu'il y a de plus naturel mais mauvais pour les yeux et les reins).

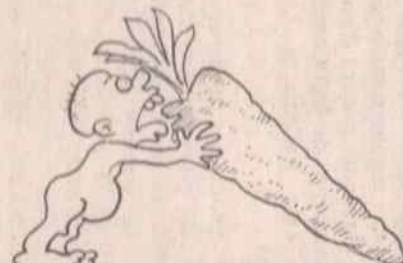
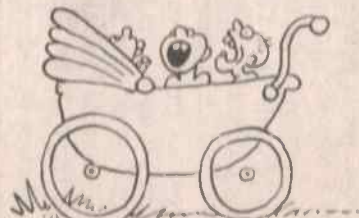
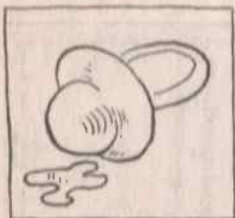
Quatre heures : bouillie d'orge légère.

Soir : bouillie de blé ou autre céréale à partir d'un bouillon de légumes.



notes

- (1) La Vie Claire - Périgny-sur-Yerres - 94520 Mandres-les-Roses. Lire « Le médecin muet », par H.-Ch. Geffroy, à commander au siège.
- (2) Vivre en Harmonie, 5, rue E. Level, Paris 17^e. Lire « La méthode harmoniste, conquête et protection de la santé », à leur commander.
- (3) Vie et Action, A. Passebecq, 418, bd Maurel, 06140 Vence.
- (4) Macrobiotique : se renseigner à Tenryu, 8, rue Rochebrune, Paris 11^e.



petit-roulet

conçus de maternité ne sont pas assez longs. Plutôt que de perdre du temps à sevrer rapidement un nourrisson, autant le mettre tout de suite au biberon !

● Allaiter, combien de temps ?

Jusque vers six mois, le lait reste l'aliment essentiel pour un bébé. Les macrobiotiques diminuent l'allaitement vers sept mois et demi, au moment de l'apparition des dents de devant. Si la maman doit reprendre ses activités professionnelles, l'enfant sera sevré progressivement. C'est là que le problème du lait de vache va se poser.

LAIT DE VACHE OU PAS ?

Pour La Vie Claire (1), tenant de l'alimentation strictement végétalienne, pas de viandes ni de sous-produits animaux comme le fromage et les œufs ; donc pas question de lait de vache. Je vous fais grâce du tableau comparatif en protides, glucides et lipides, mais il faut savoir que le veau double son poids de naissance en 47 jours et le bébé en 180 jours seulement, et que le lait de vache correspond aux besoins d'un petit qui double son poids quatre fois plus vite que le nourrisson. Le lait maternel contient moins de sels minéraux, c'est pourquoi le lait de vache a tendance à produire des os plus solides chez ceux qui en boivent.

Il y a moins de protéines dans le lait maternel, mais elles sont solubles dans l'eau (faciles à digérer). Les protéines du lait de vache ne sont pas solubles et, par conséquent, elles coagulent dans l'estomac et provoquent des diarrhées. La teneur en graisses est la même pour les deux, mais les graisses du lait maternel sont plus finement émulsionnées. Le lait maternel renferme plus d'hydrates de carbone.

Les industriels connaissent bien les insuffisances du lait de vache et ils s'efforcent de mettre au point, à partir du lait de vache, des laits de plus en plus « humanisés ». Mais quels efforts techniques pour fabriquer un produit se rapprochant le plus près possible du lait maternel !

Si vous connaissez bien, pour l'avoir vous-même pratiqué suffisamment longtemps, le régime alimentaire végétalien, voici les conseils donnés par La Vie Claire. Leur écrire pour tous renseignements complémentaires, car il serait stupide de suivre cette grille sans suppléments d'information, à l'aveuglette ; de même pour les autres modèles.

jus de carottes et de bouillon de légumes indispensables pour déclencher le processus de la ptyaline. Pour André Passebecq, animateur du mouvement Vie et Action (3), qui vient de publier (aux Éditions Dangles, 38, rue de Moscou, Paris 8^e) « Votre santé par la diététique et l'alimentation saine », guide pratique d'application immédiate avec 194 recettes pour mieux vous porter, seuls les jus de fruits et de légumes, dilués, devraient prendre le relais d'un allaitement défaillant. En effet, les bouillies ne sont pas facilement digérées avant 4 à 6 mois. Mais, ici encore, pas de sectarisme outrancier. Ouvrez l'œil, ayez du doigté et du bon sens, votre enfant n'est pas celui de la voisine ni celui de votre mère.

LE BÉBÉ MACROBIOTIQUE

« Dans le cas, rare si la mère s'alimente de façon macrobiotique, m'assure un responsable parisien du magasin-restaurant « le Bol en Bois », 35, rue Pascal, Paris 13^e, où il faut compléter ou remplacer le lait maternel, nous donnons du lait de céréales, insalivé par la mère ». On trouve, tout prêt à l'emploi, dans les magasins de diététique, le Kokoh. Il s'agit d'un mélange de farines de blé, de riz de sésame, de soja et de flocons d'avoine grillées légèrement pour éviter leur oxydation.

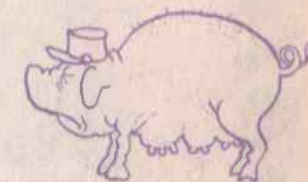
On fait cuire cette farine dans dix volumes d'eau pendant plusieurs heures, on passe à la passoire au pilon ou dans une mousseline. On procède de la même façon pour la crème de riz en partant de la farine de riz grillée, puis moulue en farine. On ajoute peu ou pas de sel, ou un peu de tamari. Pas de miel ni sucre, à la limite du sucre de riz.

Vers 6 ou 8 mois, on ajoute un peu de compote de pommes, non sucrée et un tout petit peu d'algues. Ensuite, on passe aux céréales en grains, cuites à l'eau et mastiquées par la mère, à la soupe de miso légère.

A un an, l'enfant macrobiotique mange comme ses parents. Il a bien souvent un développement plus lent qu'un bébé « normal ». Il sort ses dents et marche plus tard. Quand un problème quelconque survient chez cet enfant, c'est la mère qu'il faut soigner. Les produits animaux, fromage, viande et poisson, en faibles quantités, ne sont introduits que vers sept ans. En macrobiotique, on n'épluche pas les légumes, on n'utilise pas de sucre, et les céréales sont complètes. (4)

Dans tous ces modèles d'alimentation, il n'est question que de fruits ou de légumes cultivés sans engrais et insecticides de synthèse, c'est-à-dire biologiques.

Danielle



DES SAVANTS QUI LISENT ILLICH ET MAO

Soixante-dix-huit scientifiques, représentant trente-quatre pays, se sont réunis à Madras (Inde) en janvier dernier, pour la XXV^e Conférence Pugwash. Ce mouvement a été fondé par Bertrand Russell et Albert Einstein en 1957 pour établir des liens réguliers entre scientifiques de tous pays et parer aux risques d'un conflit nucléaire. Voici un aperçu de leurs conclusions actuelles. (d'après « the Bulletin of Atomic Scientists », mars 76)

LES problèmes du développement des pays les plus pauvres sont étroitement liés aux problèmes de la paix mondiale et au désarmement. En conséquence, il faut sérieusement s'inquiéter de l'augmentation du poids des dépenses militaires et de l'accroissement des armes nucléaires et conventionnelles. Les modes de développement adoptés dans les dernières décennies n'ont absolument pas satisfait les besoins des populations misérables. Deux traits caractérisent ces types de développement : dépendance et inégalité. Dépendance à l'égard de modèles de croissance « surimposés » artificiellement ou à l'égard de technologies « importées », bouleversant souvent un précaire équilibre socio-économique. Inégalité, puisqu'une telle croissance ne profite pas aux masses mais à l'élite et aux classes dominantes.

Pugwash insiste sur la nécessité d'en arriver à « l'autonomie », à la faculté de ne pouvoir compter que sur ses propres forces (self-reliance). Ce qui implique que le pouvoir de décision soit démocratisé à tous les niveaux (individus, villages, provinces, nations), que sciences et techniques respectent le contexte et l'environnement indigènes. Il faut promouvoir une politique d'industrialisation « rurale » très décentralisée ; il faut chercher à créer des emplois en zone agricole, il faut absolument s'orienter vers des technologies douces, écologiques utilisant des sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire, non conventionnelles, recyclant les déchets.

Dans le domaine de l'éducation, il faut s'attacher à supprimer l'analphabétisme. La responsabilité de l'instruction et de la formation professionnelle doit être partagée par tous, à différents niveaux.

Les services médicaux doivent être organisés sur la base de centres de santé locaux dépendant de la communauté - et non plus seulement dans de coûteux hôpitaux trop sophistiqués. De même, la formation médicale doit chercher à créer des corps d'auxiliaires médicaux nombreux et pas seulement une élite hautement spécialisée.

Pugwash se déclare inquiet des problèmes liés à l'épuisement des ressources non renouvelables (bien que la pénurie paraisse encore relativement éloignée) et liés à la pollution. Il faut que chaque pays ait le contrôle de ses propres ressources, qu'elles soient nationalisées. Pugwash insiste sur le rôle très dangereux des « multinationales ».

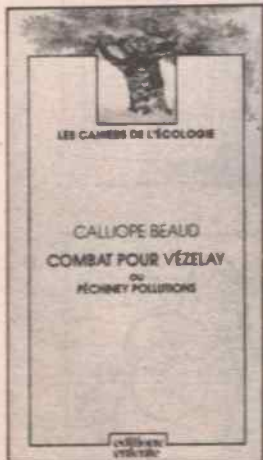
Il faudrait de toute urgence préserver la mer et les fonds sous-marins comme héritage dont dépendra un jour l'avenir de l'humanité. Une charte des Nations-Unies doit être élaborée, définissant très exactement les droits et les devoirs des pays concernant les océans. Pour préserver les ressources des pays en voie de développement, les experts locaux et les experts « importés » devraient travailler dans la ligne d'une éthique nouvelle.

Malgré certains progrès (négociations SALT par exemple) la situation mondiale de l'armement nucléaire est alarmante. Pugwash rappelle les exigences de sa conférence de Kyoto en 75 : fin des essais nucléaires de toute nature (partiellement souterrains) ; restriction et finalement suppression de tous les vecteurs d'armes nucléaires ; démilitarisation totale et immédiate de l'océan Indien.

Pugwash souligne le danger que représente la multiplication des centrales nucléaires dans le Tiers-Monde. Mais comment exiger que ces pays y renoncent tant que les pays développés ne donnent pas eux-mêmes l'exemple ? Les centrales nucléaires fournissant les éléments de la force militaire, il faudra donc accroître (mais comment ?) les règlements de sécurité pour s'assurer que l'atome restera pacifique... Les savants du mouvement Pugwash n'ont guère d'illusions. Ils réaffirment donc avec force que seule la recherche sincère d'un climat de détente créera les conditions de sécurité nécessaires à la survie de l'humanité.

Traduit et adapté par Christiane Ellis

Bouquins



Calliope Beaud, dans un livre intitulé « Combat pour Vézelay », raconte de façon agréable et vivante, trois années de lutte militante pour sauvegarder un magnifique petit coin de Bourgogne, qu'elle aime, contre l'énorme trust Péchiney-Ugine-Kuhlmann.

Son récit est intéressant car il nous montre la façon dont s'y prennent les responsables de Péchiney pour imposer, sans effrayer, leur projet d'extraction de fluorine ; le comportement fluctuant des élus locaux ; la prise de conscience progressive et les problèmes des habitants des villages concernés ; l'influence de la presse locale.

Elle nous entraîne dans un rapide tour de France sur Péchiney et

ses ravages, et nous fait notamment visiter les exploitations de Maurienne, où la pollution par le fluor est désastreuse pour la forêt et les animaux. Elle nous expose succinctement les maladies par excès de fluor dont sont atteints les ouvriers des carrières.

Son livre est paru dans la collection : « Les Cahiers de l'écologie », aux éditions Entente.

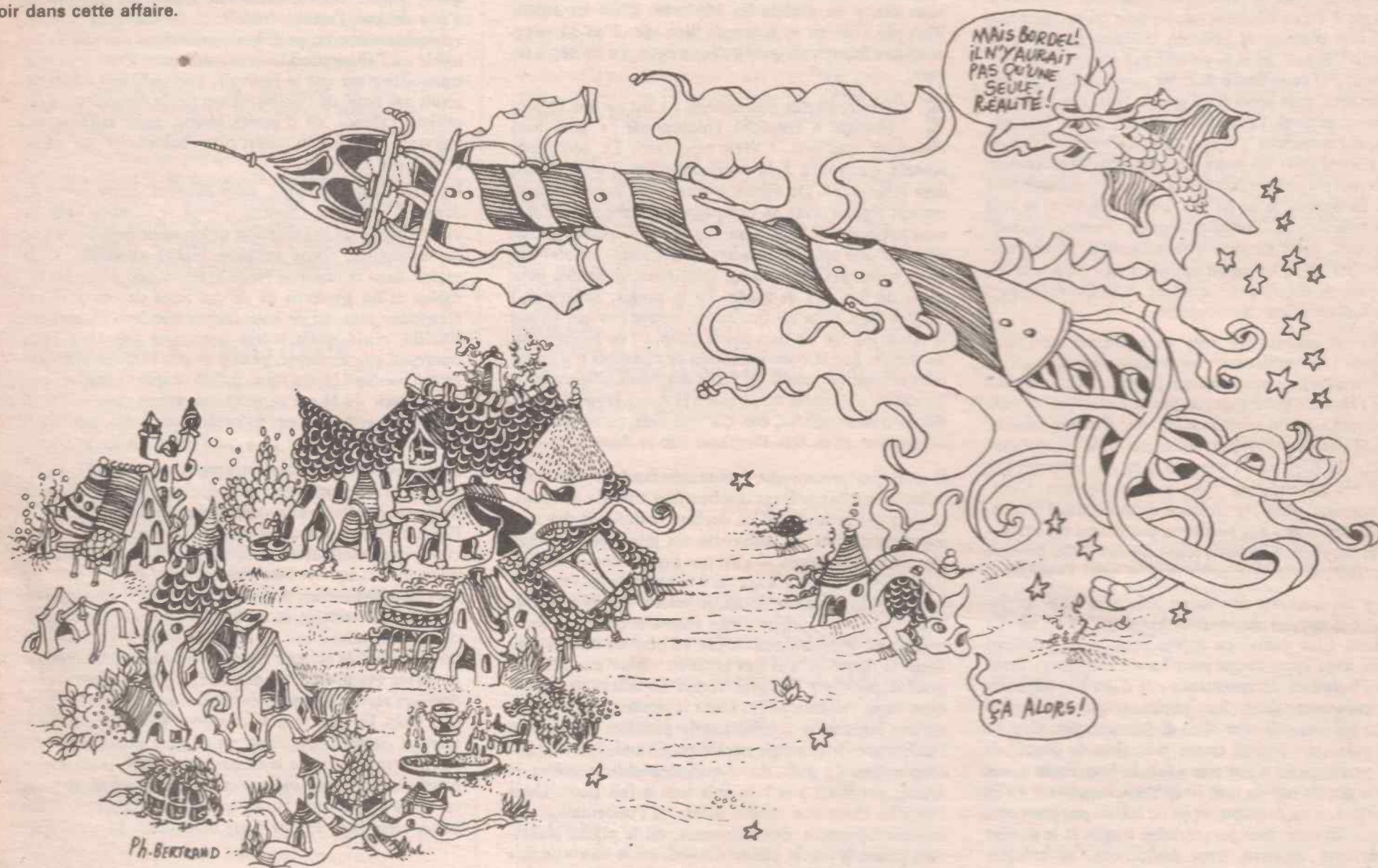
Les éditions Entente ont déjà sorti plusieurs ouvrages dignes d'intérêt sur l'écologie ; à la librairie Entente, 12 bis, rue Honoré-Chevalier, 75006 Paris, on peut trouver ou commander tous les livres ou revues spécialisés que l'on a souvent du mal à trouver ailleurs.

Martine Joly



LE 18 juin dernier, « Libération » a publié un manifeste, signé par plus de 150 personnes, pour la dépénalisation du cannabis. Une bonne partie des journalistes et dessinateurs de la G.O. – dont certains non-fumeurs – ont signé cet appel car pour eux, c'est une question de liberté personnelle. A chacun de choisir sa ou ses drogues, ou de les refuser, en toute connaissance de cause. L'Etat ne doit rien avoir à voir dans cette affaire.

APPEL DU 18 JOINT



Cigarettes, pastis, aspirine, café, gros rouge, calmants, font partie de notre vie quotidienne. En revanche, un simple « joint » de cannabis (sous ses différentes formes : marijuana, haschisch, kif, huile) peut vous conduire en prison ou chez un psychiatre.

Des dizaines de documents officiels (notamment les rapports La Guardia aux Etats-Unis, Wootton en Grande-Bretagne, le Dain au Canada) ont démontré que le cannabis n'engendre aucune dépendance physique, contrairement aux drogues dites « dures », telles que l'héroïne, mais aussi tabac ou l'alcool, et n'a aucun effet nocif comparable (« Pas même une bronchite, sauf chez les grands fumeurs », a écrit aux Etats-Unis le directeur de l'Institut national contre l'abus des drogues). Le contenu de ces documents n'a jamais été porté à la connaissance du public français, on a préféré laisser la grande presse mener des campagnes d'intoxication fondées sur des mensonges ineptes.

Dans de nombreux pays déjà – Etats-Unis (Californie, Oregon, Alaska), Pays-Bas, Canada... la législation sur le cannabis a été considérablement adoucie. En France, on continue d'entretenir la confusion entre drogues dures et drogues douces, gros

trafiquants, petits intermédiaires et simples usagers. Cela permet de maintenir et de renforcer une répression de plus en plus lourde : depuis 1969, la police peut perquisitionner chez n'importe qui, sans mandat, à toute heure du jour ou de la nuit, sous prétexte de drogue. Cela permet des arrestations massives de jeunes et des quadrillages policiers. Cela sert à justifier la détention de centaines de personnes, petits revendeurs ou fumeurs de cannabis, quand tout le monde sait que de gros bonnets de l'héroïne sont en liberté. Ces emprisonnements, bien sûr, sont sélectifs et frappent en priorité la jeunesse, surtout la jeunesse ouvrière et les immigrés, particulièrement dans les régions.

Or, des milliers et des milliers de personnes fument du cannabis aujourd'hui en France, dans les journaux, les lycées, les facultés, les bureaux, les usines, les ministères, les casernes, les concerts, les congrès politiques, chez elles, dans la rue. Tout le monde le sait. C'est pour lever ce silence hypocrite que nous déclarons publiquement avoir déjà fumé du cannabis en diverses occasions et avoir, éventuellement, l'intention de récidiver. Nous considérons comme inadmissible toute forme de répression

individuelle, soumise à l'arbitraire policier et entendons soutenir activement tous ceux qui en seraient victimes. Nous demandons que soient prises les mesures suivantes :

- Dépénalisation totale du cannabis, de son usage, sa possession, sa culture (autoproduction) ou son introduction sur le territoire français en quantités de consommation courante.

- Ouverture de centres d'information sur les substances psychotropes, en ordre alphabétique : alcool, cannabis, cocaïne, héroïne, LSD, médicaments, tabac, etc.

Nous n'avons que faire de la légalisation de la marijuana, ni de sa commercialisation. Si des trusts à joints s'en emparent, c'est une question de société. Ce texte n'est pas un appel à la consommation. Il vise seulement à mettre fin à une situation absurde.

Les signatures sont recueillies par l'Appel du 18 joint, c/o Libération, 27, rue de Lorraine, 75019 Paris.

YA rien à faire. Tant pis. Dites, si vous voulez, que c'est viscéral, irraisonné : je ne peux m'associer à une action quelle qu'elle soit, favorisant l'extension d'une drogue. Or, je sais pertinemment que « dépenaliser le cannabis », dans notre société, ça signifierait avant tout permettre au gros commerce, au marketing, de s'en emparer, d'utiliser leurs puissants moyens pour créer un nouveau besoin et imposer aux masses ce nouveau produit. Je n'ai pas envie de voir le H devenir aussi « indispensable » que le soutien-gorge machin, la crème truc, la bagnole ou Coca-Cola. J'imagine d'ici les slogans genre Trigano sur le thème de l'évasion... Et ça marcherait, comme tout le monde ! Ceux qui ont tenté de me convaincre de signer répondent : « nous voulons vivre dans une société adulte où chacun serait libre de ses choix ». Ouais, et mon œil, il est adulte ? T'es « adulte », toi, au sens où tu l'entends, c'est à dire pleinement informé, indépendant, libre de tes choix ? Bravo. Moi, je ne suis pas sûre de l'être absolument. J'ai conscience de subir continuellement, par mes lectures, mes spectacles que je vois, ma consommation en général, l'éducation que j'ai reçue, les relations que j'entretiens, j'ai conscience d'avoir subi et de subir encore tous les jours certains conditionnements dont je ne suis pas certaine de pouvoir me dégager tout à fait. Et encore, je ne lis pas « le Parisien » et je vois peu la télévision... Comment dégager, comme ça, subjectivement, sans moyens d'investigation psychologique, ce qui, dans ce qu'on appelle « sa » personnalité, est la part de choix, d'engagement, et ce qui est la part de conditionnement involontaire ?

On me dit encore que mes engagements devraient m'amener à me prononcer contre toute répression. Certes. Mais il ne faut pas jouer sur les mots. Cette répression là (1), celle qui frappe, de temps en temps, un petit fumeur parce qu'on avait besoin, pour d'autres raisons, d'un prétexte pour l'arrêter, elle existe. Elle est regrettable. C'est la Répression avec un grand R, celle qui fait monter les gauchos sur leurs grands chevaux. Comment nommer, alors, la violence qu'une société fait subir, tous les jours à ses membres, par l'enculage permanent du commerce imposé, tout-puissant ? On cherche à nous faire avaler n'importe quoi et nous l'avalons...

Qu'il y ait quelques jeunes en tôle pour délit de fumette, je trouve ça déplorable. Mais qu'il y en ait des centaines, (des centaines aujourd'hui, mais combien demain, avec toute liberté pour les « trafiquants » devenus « d'honnêtes commerçants » ?) dans les hôpitaux (principalement dans les hôpitaux psychiatriques, comme par hasard) pour abus de fumette, puis abus de LSD, puis abus d'autre chose, puis abus de dégoût de vivre parce qu'ils n'ont pas « fait le bon choix », ces pauvres gosses pas du tout « adultes », eux, parce qu'ils ont préféré, à un moment où ça ne collait pas pour eux, où le conflit entre leur personnalité fragile et la société envahissante devenait trop douloureux, se réfugier dans autre chose, appelez ça comme vous voulez,

APPEL DU 18 JOINT

POURQUOI JE N'AI PAS SIGNÉ

voyage, état second, et qu'ils n'ont pas su, pas pu, reprendre le combat salutaire, retrouver le chemin des autres et d'eux-mêmes parmi les autres... Où j'en étais dans ma phrase ? Ah ! oui : ça, c'est pas seulement déplorable, c'est épouvantable pour moi. Triste à pleurer. Et je ne fais pas de littérature : j'en ai connu de près. Je vous dis, y en a plein les hôpitaux. C'est les autres. Bien sûr. Toi, tu es costaud. Bien sûr. T'as dû beaucoup lire Superman quand t'étais petit. Tu t'y crois encore.

LES prosélytes poursuivent : « Est-ce que la prohibition a empêché l'alcoolisme ? » Ben, bien sûr que non. C'était trop tard. Le conditionnement généralisé à la consommation d'alcool avait déjà fonctionné. De même, maman Veil nous fait doucement rigoler avec sa campagne antitabac, petit menuet hypocrite et vain. Dans les services spécialisés, on constate que tous les cancers du poumon, absolument tous, hein, pas 90%, tous, fleurissent dans des poumons de fumeurs de tabac. Tu le savais, Superman ? Tu t'en fous, tu te dis que ça ne prouve pas que ce soit le tabac qui les ait provoqués. Non, ça ne prouve pas. Tu me dis que la consommation de cannabis n'a aucun effet secondaire nocif. Tu me le dis. Mais ailleurs, je lis qu'elle en a : cancer du poumon là aussi, troubles génétiques transmissibles, etc. Ça non plus, ça ne peut pas se prouver et tu fais l'impasse sur le doute.

Il n'est pas prouvé que l'amarante fasse crever lentement les petits enfants qui bouffent trop de bonbons. Il n'est pas prouvé que les déchets radioactifs des centrales nucléaires se faufleront un jour hors de leurs containers immergés. Il n'est pas prouvé que le sodium liquide du Super-Phoenix de Malville doit s'enflammer un jour. Dans le doute, je préfère qu'on ne vende pas de bonbons rouges à mes gosses et qu'on ne construise pas de centrale nucléaire au bout de mon jardin. Dans le doute, je n'ai pas envie de signer une pétition pour dépenaliser l'emploi abusif de colorants chimiques dans l'alimentation. Dans le doute, je préférerais qu'une législation internationale pénalise lourdement l'utilisation de l'énergie nucléaire. Eh oui, j'en suis là ! Dépenaliser le goût du risque, dépenaliser même le crime, pourquoi pas ? Je suis tout à fait pour. Dans l'absolu. Dans une société idéale où l'information circulerait librement, également, où le plaisir individuel passerait par le plaisir d'autrui, où le mot « profit » n'existerait plus que pour mémoire dans les vieux dic-

tionnaires. Mais dans notre foire d'empoigne, s'il vous plaît, gardons encore un petit moment quelques garde-fous...

IL est peut-être viscéral, mon dégoût de tout ce qui est drogue. Mais si facilement justifiable. Comment accepter, nous militants, de ne plus savoir où nous en sommes, de perdre le fil conducteur de notre personnalité éveillée. Perdre la lucidité, quelle horreur ! Chaque fois, oh oui, chaque fois que j'ai trop picolé, j'ai fait ou dit des conneries. Des trucs que je ne ferais ou ne dirais pas en état de conscience. Des trucs qui m'ont fait chier après. Et ne venez pas me dire que c'est dans ces moments-là que j'étais « libérée », vous le diriez en toute méconnaissance des phénomènes biologiques : j'étais conditionnée, au contraire, par l'effet d'une drogue, l'alcool, inhibitrice ou excitante sélectivement, comme on peut être conditionné par une lobotomie ou l'absorption de tranquillisants. Quel puissant tranquillisateur que le Pouvoir, quel qu'il soit alors, ne serait pas tenté de l'utiliser à son profit comme on a pu utiliser l'alcool, en d'autres temps, pour envoyer de pauvres gamins au casse-pipe baïonnette au clair contre des chars...

Et puis, tout de même, mon combat, notre combat, dans « La Gueule Ouverte », c'est le combat pour la vie. Contre l'artificialisation qu'on nous prépare. Pour la sauvegarde d'une certaine réalité charnelle, d'un plaisir dans la matière. Nous avons choisi d'être les témoins et les gardiens de ce qui reste de ces plaisirs. Comment accepter de nous laisser aller aux plaisirs artificiels, quels qu'ils soient (pourquoi pas Guy Lux, pourquoi pas la messe, pourquoi pas le Club Méditerranée, pendant qu'on y est, qu'est-ce que c'est que cette aristocratie du H par rapport aux autres opiums ?), au risque de perdre de vue, de perdre tout à fait, par négligence, par oubli, tout ce à quoi nous tenons le plus ?

Il reste encore, sur terre, quelque chose à sauver, à garder. C'est ça, notre bagarre et elle vaut le coup. Si nous finissons par perdre la partie, si nous voyons un jour l'élite des surdoués ayant pris le pouvoir après être devenue immortelle fêter pieusement la Saint Cavanna, si nous voyons la terre bétonnée et le ciel disparu derrière un globe protecteur, si on ne nous nourrit plus que de déjections retraitées et de liquide synthétisé, alors là, oui, en attendant que ne crévent en nous, mortels défaillants tolérés comme on tolère les cancers au fond de la classe avant qu'ils se découragent d'eux mêmes, les derniers restes d'humanité vivante que la terre ait portée, alors là, oui, vive le cannabis libre pour oublier tout ça. Soyez tranquilles, on nous le donnera (ça ou mieux) sans que nous le demandions. Mais pour le moment, restons nous-mêmes et profitons au maximum, en toute conscience, de ce que nous défendons. C'est beau, c'est bon, ce que nous défendons. Et c'est réel.

Isabelle Cabut

NOGENT-SUR-SEINE : GALLEY ORFÈVRE OU FAUSSAIRE ?

À propos du projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, l'APROVAS (Association pour la protection de la Vallée de la Seine) communique :

« Après un prologue de dix-huit mois, la mise à l'enquête publique de la centrale nucléaire géante de Nogent-sur-Seine va être entamée dans les prochains jours. Dans une question orale à l'Assemblée Nationale, M. Mesmin, député réformateur de Paris, avait indiqué que « la procédure suivie ne donnait pas toutes les garanties d'impartialité ».

En réponse à la demande de plusieurs conseillers, le président du Conseil général de l'Aube vient de refuser tout débat sur le projet d'installer des centrales nucléaires dans le département. Le motif invoqué pour ce refus est le suivant : la question a déjà fait l'objet d'un rap-

port de M. Robert Galley, ministre de l'Équipement, dont l'avis fait autorité, et qui a été qualifié d'« orfèvre en la matière ».

À la suite de cet incident, les conseillers généraux ont communiqué à l'APROVAS le texte du rapport de M. Galley en vue d'en faire vérifier, par des experts, certaines affirmations, à première vue étonnantes.

Le professeur Froissart du Collège de France et plusieurs scientifiques du G.S.I.E.N. (Groupe des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire, 2, Rue François-Villon - 91400 Orsay) ont établi une contre-expertise du rapport de M. Galley. Le résultat de cette contre-expertise fait apparaître plusieurs erreurs importantes sur des aspects essentiels de la question ».

En particulier, observent Marcel Froissart et Monique Séné (présidente du G.S.I.E.N.), les informateurs qui ont aidé M. Robert Galley à constituer son dossier ont omis de lui signaler « que la France est loin de pouvoir se suffire en uranium ; que les réacteurs à eau légère (PWR) posent, en matière de pollution radioactive, des problèmes d'un genre tout différent que les réacteurs de Marcoule ; que le débit d'étiage de la Seine à Nogent ne permet pas les rejets d'eau chaude envisagés par les promoteurs du projet ; que, selon le Comité de Bassin Seine-Normandie, l'installation d'une centrale nucléaire à Nogent risquerait de compromettre, dans l'état actuel des techniques, l'approvisionnement en eau potable de l'agglomération parisienne » (1). En tout, « plus d'une di-

zaine d'inexactitudes et d'erreurs, portant sur des aspects essentiels ».

L'APROVAS conclut : « Il s'agit de savoir si la concertation, tant prônée par les pouvoirs publics, a pour but de forcer la main aux élus locaux en leur fournissant des renseignements inexacts ou, au contraire, d'informer leur jugement de façon objective pour leur permettre d'émettre, en toute connaissance de cause, des avis fondés ».

APROVAS, 15, av. Pasteur, 10400 Nogent-sur-Seine. Tél : 25.84.74 et 25.85.88.

(1) Selon « Le Nouvel Economiste » (28 juin 76) le préalable absolu posé par André Fosset, ministre de l'Environnement, à la construction de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine est la réalisation du barrage-réservoir de l'Aube.

DEVELOPPER LA RESISTANCE DES PLANTES

L'expérience des agriculteurs et des recherches assez récentes (station INRA de Bordeaux) ont montré que les parasites ne s'attaquent généralement qu'aux plantes affaiblies par une sélection mal orientée ou par de mauvaises techniques de culture (souvent les deux à la fois).

IL convient de développer la résistance naturelle des plantes pour éviter qu'elles soient malades et pour qu'elles fournissent des produits alimentaires sains dont l'obtention ne nécessitera pas l'utilisation de produits toxiques ; pour cela il faut s'orienter dans cinq directions :

- utilisation de variétés rustiques et bien adaptées au milieu,
- travail du sol correct,
- fumure convenable,
- rotations étudiées,
- association judicieuse des plantes.

Utilisation de variétés rustiques et bien adaptées au milieu

Ce point est primordial, surtout en arboriculture. Les variétés actuelles, si elles sont incontestablement plus productives, sont surtout élaborées pour utiliser et rentabiliser des quantités importantes d'engrais chimiques rapidement assimilables. Leur résistance au parasitisme est généralement médiocre. Les variétés locales rustiques sont nettement plus saines dans l'ensemble et elles peuvent donner une production quantitative tout à fait honorable si elles sont bien cultivées ; à noter qu'elles réagissent nettement moins que les

nouvelles à un apport d'engrais chimiques.

Un travail du sol correct

Le travail du sol participe à sa place à la fertilisation de la terre cultivée, c'est-à-dire à l'augmentation de sa fertilité ; il n'a pas seulement pour but, comme on le considère généralement en agriculture classique, de préparer un lit de semences ou d'améliorer la structure du sol. Il contribue à l'amélioration de la vie microbienne s'il est bien conduit.

Les principes de base du travail du sol en agriculture écologique sont les suivants :

- aération en profondeur (sous soleuse, cultivateurs lourds...)
- émiettement en surface (cultivateur canadien, herse, appareils à disques)
- utilisation maximale des travailleurs naturels que sont les racines des plantes (adventices ou cultivées) et les êtres vivants du sol (vers de terre, microorganismes...)

Le labour est théoriquement peu recommandé car on lui reproche de trop bouleverser l'ordre des couches de terre et donc de gêner le développement des microorganismes ; en fait, dans la pratique, les labours légers, effectués à vitesse assez réduite, ne sont pas à exclure ; de plus chaque fois que c'est possible on les pratiquera suffisamment dressés et sans rasette pour ne pas enfouir profondément les matières organiques.

D'autre part on fera se décomposer en surface les matières organiques (fumier, engrais verts, résidus de récolte, etc.) en les mélangeant superficiellement au sol grâce à quelques passages d'appareils à dents, ou à disques ; lorsque la décomposition sera correcte, on pourra effectuer un labour comme indiqué plus haut.

Une fumure convenable

Une fumure déséquilibrée est souvent une des causes des attaques parasitaires (ex-

cès de substances solubles dans les tissus...), une fumure judicieuse est toujours apportée sous deux formes : organique (fumier, compost, engrais verts etc.) et minérale insoluble (poudres de roche, phosphates naturels, maërl, etc.)

Des rotations étudiées

La rotation, c'est-à-dire la succession des cultures sur une même parcelle, présente une grande importance ; en général, cultiver une même plante au même endroit plusieurs années de suite augmente les risques de parasitisme...

Une association judicieuse des plantes

Certaines associations des plantes ont des effets antiparasitaires, mais trop peu de recherches sérieuses ont été faites dans ce domaine et on en est encore au stade des « recettes » individuelles.

Joseph Pousset



LE PLOMB ET L'ORDINATEUR

(Troisième et dernière partie)

Après les techniques de composition et d'impression, voici, pour conclure ce bref panorama, les machines du futur.

Le passage aux nouvelles techniques se fait en douceur : on mélange souvent différents procédés : la photocomposition et la typo, par exemple. Les ouvriers doivent se recycler : les typographes suivent des cours de montage sur bromure ou film et se reconvertisent dans l'imprimerie offset. Mais l'évolution va dans le sens de l'automatisation et supprime un grand nombre d'em-

ploiés. Les journaux futurs seront entièrement informatisés. Un magnifique exemple en est donné par le groupe de presse du journal « le Provençal » : des terminaux d'ordinateurs installés dans les agences régionales communiquent par ligne téléphonique les textes des journalistes. Ceux-ci sont mis en mémoire au siège central, et peuvent être visionnés de n'importe quel endroit. Les correcteurs interviennent directement en lisant le texte sur des écrans de contrôle. La mise en page est faite suivant les indications données par l'ordinateur (taille des articles, emplacement, espacements publicitaires prévus, etc.). Toutes les opérations de calibrage sont réalisées en dialogue avec la machine, qui commande ensuite les photocomposeuses. Dans des journaux japonais, toutes les étapes de fabrication ont été confiées à l'ordina-

teur. La mise en page est faite sur un grand écran central et l'ordinateur commande directement les rotatives. Aux Etats Unis, il existe même (en laboratoire) des machines capables de résumer un texte, et d'effectuer seules les coupes nécessaires pour le raccourcir. On comprend l'inquiétude des ouvriers du Livre ! L'ordinateur va remplacer le savoir typographique. La composition sera effectuée sans intervention humaine. Et le technicien-informaticien va remplacer les ouvriers typographes, linotypistes, et même les clavistes. La photogravure et toutes les étapes de traitement des photographies seront elles aussi automatisées. Au cours de sa formation, le journaliste apprendra à se servir d'une composeuse, qui commandera ensuite les opérations suivantes.

Les informations en seront certaine-

ment encore plus uniformisées. Les agences de presse suivent la même évolution (l'A.F.P. s'informatise et devra licencier avant 1980 un grand nombre d'employés). On peut craindre que, devant la quantité sans cesse croissante d'informations, la transformation des techniques n'entraîne leur simplification. Quelques grandes agences risquent d'acquiescer un monopole nouveau de par leurs moyens techniques et régner en maître sur l'ensemble de la presse. Les informations générales seront centralisées et uniformisées, puis dirigées via ordinateur vers tous les organes de presse, qui ne garderont qu'une liberté d'action locale. Il y aura deux types de journalistes : le centralisateur d'agence assis devant son clavier-informatique et le responsable local des chats écrasés et des remises de médailles.

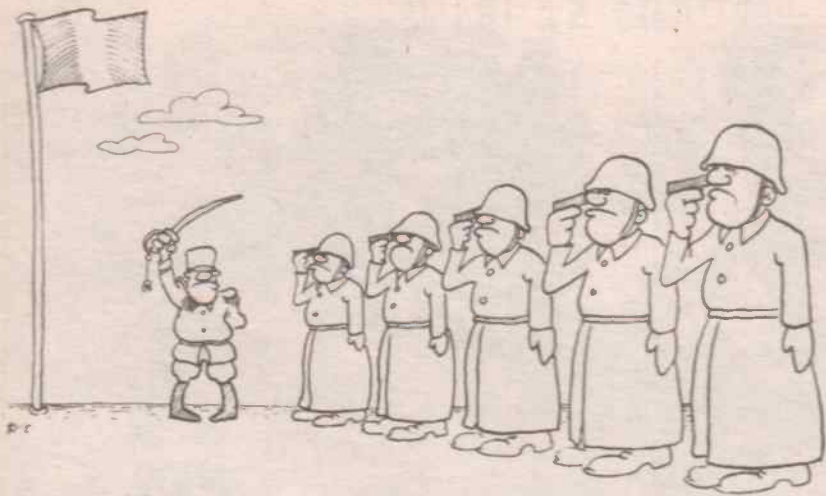
Mais si l'on peut craindre ce type

d'évolution, on peut aussi espérer la multiplication des petits journaux d'opinion croissant au pied d'une grande presse unifiée. Des nouvelles techniques peuvent favoriser leur développement (même si les multinationales en sont les fabricants).

Le passage aux nouvelles techniques est freiné par les ouvriers et les syndicats qui y voient, à juste titre, la fin d'une profession. Mais elle est inévitable. L'odeur de l'encre et du métal mou, les grondements réguliers des machines disparaissent des imprimeries. Les blouses blanches et les discrets crissements des ordinateurs meublent un nouveau décor calme (?) et aseptisé. Seuls quelques mots survivent : on parle encore de « douze », de « marbre », et les employés des imprimeries s'appellent toujours « coco »...

Dominique Simonnet

SUR LE TERRAIN



Lutte antinucléaire

□ **ALSACE.** Une nouvelle association antinucléaire est née.

Ses objectifs : 1. S'opposer à la mise en marche des réacteurs 1 et 2 de Fessenheim ou, à défaut, en retarder l'échéance jusqu'à l'obtention d'un certain nombre de « garanties » (!...):

- Création d'une commission de contrôle indépendante d'E.D.F. Le bilan de ses analyses, contre-expertises, etc. doit être publié avant le démarrage des réacteurs, si toutefois démarrage il peut y avoir.
- Publication du plan ORSEC-RAD spécifique pour Fessenheim, avec exercices d'alerte, etc.
- Consultation démocratique de la population sur l'acceptation ou le refus des risques encourus.

2. Empêcher la construction des réacteurs 3 et 4, ainsi que toute nouvelle implantation de centrale nucléaire dans le fossé rhénan.

Son implantation : La F.A.N.E.F. regroupe pour l'instant, une poignée de membres, issus d'une quinzaine de villages situés à proximité immédiate de Fessenheim. Leur intégration dans le milieu concerné leur permet d'organiser des réunions d'information et, par le contact direct et personnel avec les habitants, d'y drainer un maximum de monde.

Ses méthodes : Le but de ces réunions est de faire prendre conscience des problèmes à la population et surtout de lui faire prendre position, par la signature d'une lettre faisant état des exigences citées plus haut, exigences qui sont à ce moment-là prises en charge par la population elle-même. L'ensemble de ces lettres sera remis au maire de chaque village concerné, afin de provoquer une délibération du conseil municipal et de lui donner mandat, si le nombre de signatures recueillies est suffisant, pour intervenir directement, au nom de la population, auprès du préfet.

Pour le moment, on en est à la collecte des signatures dans un certain nombre de villages, et les résultats sont encourageants. Mais il va de soi que les choses ne se font pas toutes seules et que toute « bonne volonté » sera accueillie avec reconnaissance ! Alors vous qui habitez l'un des villages suivants : Roggenhouse, Munchouse, Rustenhart, Hirtzfelden, Blodelsheim, Volgelshausen, Vogelgrün, Alolsheim, Obersaasheim, Geisswasser, Heiteren, Rumsheim, Nambshausen, Balgau, qui peut-être n'êtes qu'un « consommateur » de l'écologie en attendant l'occasion de devenir un « militant », le moment est venu : toute suggestion, tout appui (prêt de machines à écrire, de photocopieuses, de polycopieuses, etc.) seront les bienvenus ! Quant à tous ceux qui ont des relations avec des

personnes habitant dans la zone d'influence de la F.A.N.E.F., il leur est possible de les brancher sur la question et de les encourager à se joindre à la F.A.N.E.F.

Pour tout contact ou renseignement, s'adresser à Monsieur et Madame Bihler, 25, rue Principale - 68740 Roggenhouse.

□ **FESSENHEIM.** Le Comité régional de lutte contre le nucléaire est intervenu samedi 26 juin aux abords de la centrale, en bloquant la circulation et en inscrivant des slogans antinucléaires sur la chaussée. Fessenheim doit entrer en fonctionnement le 7 octobre prochain.

□ **SENNECEY-LE-GRAND.** Le Groupe de défense contre la centrale nucléaire du Val de Saône lance un S.O.S. Il a besoin d'aide, prenez contact avec Philippe Virey, route de Saint-Julien - 71240 Sennecey le Grand.

□ **Exposition antinucléaire.** Les Amis de la Terre de Lille ont réalisé une exposition qui se veut pédagogique, à caractère strictement informatif. Ce matériel est constitué de vingt-six panneaux de 80 x 60 cm, en deux couleurs ; de nombreux aspects du nucléaire sont abordés : description technique du fonctionnement, dangers écologiques, dangers biologiques, approche économique, choix politique, utilisation militaire, lutte antinucléaire... Deux possibilités de commande : sur papier simple : 200 F, sur papier recouvert d'un plastique autocollant transparent : 300 F. Une réduction de 30 F sera faite pour toute commande antérieure au 30 juin.

Amis de la Terre, 51, rue de Gand - 59000 Lille.

antimilitarisme non-violence

□ Un appelé du Comité de défense des appelés du 129^e régiment d'infanterie de Constance (Forces françaises en Allemagne) apporte des précisions sur des événements qui se sont déroulés les 29 et 30 mai lors des journées « portes ouvertes » :

« Le 30 vers 16 heures, de « sinistres gauchistes » (version civile : un groupe d'étudiants allemands), Comité de soutien des gendarmes de la brigade F.F.A. de Constance intervenaient à force coups de matraque (transgressant ainsi le statut des F.F.A.), et pour comble, entraînaient ces étudiants dans un commissariat allemand. Protestations officielles et légitimes allemandes. Parmi ces étudiants (en relation avec le C.D.A. du 129 R.I.) se trouvait un appelé du dit régiment qui, aux yeux de tous (puisque'il était en civil et hors de la caserne)

lisait le document distribué. Invité à suivre nos pandores matraqueurs, ces derniers lui promettaient au cours de plusieurs interrogatoires de lui faire tout avouer (quel manque d'originalité !). Incarcéré à la prison du 129^e, il risque trente jours d'arrêt de rigueur (pour avoir pris des tracts hors d'une enceinte militaire ?). La répression aveugle continue, et l'opinion publique française reste sourde et muette. »

□ **METZ.** Suite à une campagne d'affiches stigmatisant la « justice » militaire, à l'occasion du procès de Jean-Louis Soulié, quatre militants viennent d'être inculpés d'injures publiques envers l'armée. Les inculpés en appellent à la solidarité de toutes et de tous. Comité de Soutien : François Poignant, 19, rue de Colombey - 57000 Metz-Borny.

□ **METZ-VERDUN.** Marche internationale non violente pour la démissionnisation, du 4 au 10 août. Les buts principaux de cette marche sont la commémoration pacifiste des millions de morts de la première guerre mondiale, le désarmement unilatéral, la conversion des structures et dépenses militaires en structures et dépenses civiles et sociales, une défense populaire non violente, l'abolition de la justice militaire et des tribunaux permanents des forces armées. La marche débutera le 4 août à Metz et se terminera par une manifestation dans la ville de Verdun le 10 août. Le programme détaillé sera donné plus tard. Mais vous pouvez déjà vous renseigner auprès du Collectif marche - 6, rue Lamey - 67000 Strasbourg. Soutien financier : Raymond Fuchs, 3058 Strasbourg.

□ **BELFORT.** Le vendredi 9 juillet, à 8 h 30, un objecteur sera jugé par le tribunal de Belfort. Affecté à Barcelonnette en janvier 1975, Hubert Hégy se voit successivement confier des travaux dont « l'utilité publique » n'échappe à personne : pose de laine de verre chez un technicien, réfection d'un logement de fonction, jusqu'au jour où il refuse de travailler pour un ingénieur de l'O.N.F. Muté à Belfort, il ne rejoindra pas son affectation.

Un gala de soutien aura lieu le mercredi 7 juillet à 20 h 30, au C.C.R.B., rue de Madrid à Belfort. Au programme : le groupe folklorique « La vouivre », le Théâtre des villageois de Vandoucourt, J.-L. Tournier et d'autres. C.S.O.C. - 36, avenue Jean-Jaurès - 90000 Belfort.

Des livres en Occitan-Catalan, Corse, Breton-Basque, Alsacien, Gallois, Québécois, Créole... à la librairie "Les Provinciales" - 14, rue des Ecoles, Paris 5^e

CALENDRIER

- Vendredi 2 juillet : « La pollution de l'assiette », émission d'Ivan Levai, 20 h 30, sur FR 3.
- Samedi 3 juillet : Début de l'occupation non violente du site nucléaire de Malville (Isère).
- Dimanche 4 juillet : Malville. Tous les détails en pages 3 à 5.
- Lundi 5 juillet : Malville. N'oubliez pas votre jerrican d'eau !
- Mardi 6 juillet : Malville. Ecoutez les émissions pirates anti-nucléaires qui arrosent la région lyonnaise tous les soirs sur la modulation de fréquence.

PARIS-ATHÈNES À VÉLO

Georges Krassovsky et ses amis organisent cet été, du 14 juillet au 15 septembre, un périple cyclo-écologique en Grèce. Les objectifs de ce voyage sont de promouvoir un « tourisme écologique », de démontrer la possibilité de se libérer de la servitude du confort et des faux besoins, de contribuer à la sensibilisation de l'opinion publique dans les régions traversées sur les grands problèmes relatifs à l'environnement, d'établir des contacts avec les écologistes et les amis de la nature grecs, en vue d'actions communes.

Parmi les associations et publications qui apportent leur soutien moral à cette entreprise figurent notamment la Fédération française de cyclotourisme, la revue « le Cyclotouriste », la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture, le Mouvement de défense de la bicyclette, l'association Vie Naturelle, la revue « Combat Nature », le Touring-Club de France.

Le départ aura lieu à Paris le mercredi 14 juillet à 10 h de l'Esplanade du Palais de Chaillot. Les cyclistes de la région parisienne sont invités à venir accompagner les partants du Trocadéro à la porte d'Italie, et même au-delà. Il serait souhaitable que les sympathisants y viennent également en masse et que cette manifestation, à la fois saine et écologique, attire plus de monde que la parade militaire qui se déroulera à la même heure aux Champs-Élysées. Il s'agit, en fait, d'un choix entre deux civilisations, celle qui sauvegarde la vie et celle qui fabrique des engins destinés à semer la mort. L'itinéraire prévu de Paris à Athènes est à peu près de 3000 km.

Les dates probables de passage dans les villes de France sont les suivantes : Paris (14 juillet) - Melun et Montereau (15) - Auxerre (16) - Dijon (18) - Beaune et Chalon-sur-Saône (19) - Bourg (20) - Lyon (21) - Saint-Etienne (22) - Valence (23) - Nîmes (25) - Marseille (26) - Toulon (27) - Saint-Tropez (28) - Cannes (29) - Nice (30) - Monaco et Vintimille (31). Pour ce qui concerne l'Italie, sa traversée prendra sans doute la totalité du mois d'août. L'itinéraire prévu passe par Turin - Milan - Parme - Bologne - Florence - Pérouse - Assise - Rome - Naples - Brindisi. L'embarquement à Brindisi ou à Otrante (autant que possible sur un voilier) aura lieu en principe le 31 août. Débarquement à Patras le 1^{er} septembre. On roulera ensuite de nouveau à bicyclette jusqu'à Athènes en passant par Corinthe. A Athènes, les pèlerins de l'écologie seront accueillis par des amis des animaux et de la nature grecs. Un forum écologique à l'Acropole et la visite de Delphes auront lieu entre le 5 et le 15 septembre. Le retour en France s'effectuera pour la plupart par train. Renseignements : Combat pour l'homme, 7, rue Boucicaut - 75015 Paris.

MALVILLE

Pour les gens qui habitent Grenoble...
Réunion préparatoire le 30 juin à 15h à l'EEDF
1, rue Emile Zola
Départ en car le 3 juillet. Parking Est.
Hotel de Ville de Grenoble
(10 Frs la place aller)



réservation des billets
FRAPNA - 22,
rue St Laurent
- 38000 -
Grenoble

tutti frutti

□ Nature et Progrès publie l'édition 1976, mise à jour et corrigée, de son « Guide de la vente directe en agriculture biologique ». Ce document très utile donne les adresses de près de 300 agriculteurs biologiques, respectant le cahier des charges de Nature et Progrès, qui pratiquent la vente directe, chez eux, par correspondance, ou sur les marchés. On y trouve aussi une liste (assez incomplète) de coopératives de consommation, et un recensement de plus de cent marchés où des agriculteurs biologiques vendent leur production. Prix: 10 F.

Autre publication de Nature et Progrès, mais d'intérêt plus limité, le « Guide de points de vente des aliments biologiques en Ile-de-France ». C'est en fait une simple compilation non commentée et non critiquée de magasins, boulangeries, boucheries coopératives, restaurants, grossistes, marchés où l'on peut trouver, au milieu de faïsses de tous genres, des produits authentiques de l'agriculture biologique. Ce guide se veut aussi un « manuel du bon acheteur ». Son rapport qualité-prix (12 F pour 48 pages petit format) est médiocre.

Nature et Progrès publie enfin un remarquable « Guide écologique des fournisseurs », qui rassemble plus de 800 adresses utiles dans les domaines des énergies douces, de l'agriculture, de la maison, etc. On y reviendra plus longuement. 152 pages, 22 F franco. Nature et Progrès, 45, rue de Lisbonne - 75008 Paris.

À BOIRE ET À MANGER

La récolte des fruits s'annonce excellente. Ce qui veut dire qu'à Paris et à Lyon les abricots seront hors de prix. Alors vous qui produisez abricots, pêches ou fraises en excédent, foïn du gaspillage, de la pourriture et des dénaturations, vous pourriez peut-être nous envoyer votre adresse et la liste de vos productions disponibles: nous nous ferons un plaisir de publier tout ça dans notre nouvelle rubrique de petites annonces: « A boire et à manger ».

Si vous acceptez de vendre une partie de votre récolte aux gentils lecteurs de la G.O. qui viendraient les cueillir sur place, éventuellement, vite à vos plumes! N'attendez pas que les moineaux aient tout bouffé...

□ NAUSSAC. Un rassemblement aura lieu les 7 et 8 août, à Naussac, près de Langogne (Lozère), pour protester contre le barrage qui doit noyer la vallée de Naussac (voir G.O. n° 2). Ce rassemblement est organisé par le Comité de défense de la vallée de Naussac - Briges - 48600 Grand Rieu. Plusieurs marches à pied partiront de Clermont-Ferrand pour Naussac. Tous renseignements sur ce départ au Mouvement écologique - ancien lycée Blaise-Pascal - rue du Maréchal-Joffre - 63000 Clermont Fd.

□ BRAUD ET SAINT-LOUIS (Gironde). Université du soleil, août 76. Des stages sont prévus avec une alternance entre exposés théoriques et réalisations pratiques (éolienne de pompage, chauffage solaire, aérogénérateur, destinés à équiper la ferme du Groupement foncier agricole). Le tout sera animé par des scientifiques et des militants antinucléaires de la région. Des visites de réalisations dans la région seront organisées.

Il y aura d'autre part un forum permanent sur les technologies douces. Toutes les personnes ayant participé à des réalisations pourront venir présenter leur expérience (prévenir à l'avance pour préparer un calendrier). Une exposition géante sur les technologies douces, avec panneaux, maquettes, objets, se déroulera durant tout le mois, en parallèle avec une animation audio-visuelle (films, vidéo, diaporamas) du Cinéma Libre de Bordeaux. On peut camper sur place. La participation aux frais pour les stages est fixée à 100 F. Il faut s'inscrire le plus tôt possible. Contact: Comité antinucléaire - 18, rue du Palais de l'Ombrière - 33000 Bordeaux.

□ PARIS. Le samedi 3 juillet à 13 h 30, devant la 13^e Cour d'appel, Jean Lapeyrie et Agnès Ouin passent en appel d'un jugement les condamnant à de la prison pour vol à Inno-Montparnasse. Ils ne sont pour rien dans cette affaire. Contact: Comité d'action des prisonniers - 15, rue des Trois-Frères - 75018 Paris.

□ SOISSONS. Grande réunion publique sur le projet de mise à grand gabarit de l'Aisne, vendredi 2 juillet en soirée à la mairie, salle des fêtes, animée par les Amis de la Terre de Soissons. Contact: A.T. - 53, bd Branly - 02200 Soissons.

□ NATZWILLER. Le Mouvement interculturel mondial pour les communautés organise sa rencontre annuelle du 30 juillet au 6 août, au foyer rural de Natzwiller en Alsace, sur les thèmes suivants: le phénomène de centralisation dans l'histoire, les systèmes actuels de pouvoir dans le monde, éléments proposés pour une société du futur, stratégies de décentralisation. Il s'agit d'orienter les efforts théoriques du mouvement communautaire international afin de donner des instruments à ceux qui se lancent dans de nouvelles expériences. Une devise: « partir et revenir sur l'application en passant par les rêves ».

Prendre contact avec Marianne Gless, I.M.M.K., 5, rue Saint-Louis - 67000 Strasbourg.

□ Le numéro de juillet du journal du Comité d'Action des Prisonniers, le seul journal interdit dans les prisons, vient de paraître. Au sommaire: un dossier sur



la vie affective et sexuelle en prison, une enquête du C.A.P. intérieur de Fleury sur la santé en prison, la justice et les femmes, des nouvelles des prisons d'Irlande et d'Allemagne, et la lettre d'un anarchiste à ses futurs jurés.

Demandez le C.A.P. - 15, rue des Trois-Frères - 75018 Paris. Tél.: 254.09.09.

MULHOUSE: LES VIOLENCES DE L'ARMÉE

□ Raymond Schirmer, insoumis d'I.C.I. (Insoumission collective internationale), avait été condamné le 17 juin 75 à deux ans de prison par le T.P.F.A. (Tribunal permanent des forces armées) de Metz. Après quinze mois de détention à la prison de Metz, il a été transféré à celle de Mulhouse.

Quelques jours après son entrée dans cette prison, il doit subir un examen médical et radiologique. Il refuse de passer la radio: un gardien le roue alors de coups de poing, de pied, le tire par la barbe... L'incident se termine par une sanction: Raymond est condamné à quatre jours de mitard avec sursis... Il écrit immédiatement aux avocats pour leur signaler ces sévices: les avocats n'ont jamais reçu cette lettre.

Pour protester contre les conditions de détention dans cette prison, qui sont certainement pires que ce que peut nous raconter Raymond pour les détenus de droit commun, les parents et les amis de Raymond se sont rendus le 19 juin devant la prison. Cette manifestation avait également pour but de protester contre l'existence des tribunaux militaires, contre l'inexistence de la liberté de presse (cf. les inculpations successives d'Ambroise Monod pour injures envers l'armée), et d'exprimer notre solidarité avec les quatre inculpés de Metz pour injures envers l'armée (inculpation signifiée à la suite d'un collage d'affiches invitant au procès de J.-L. Soulié et dénonçant les T.P.F.A.).

Une centaine de personnes ont distribué des tracts aux passants, attendant pacifiquement devant la prison que le père de Raymond obtienne une entrevue de la part du directeur de la prison, lorsque eut lieu une violente intervention de la police. Les agents refoulèrent rapidement et brutalement tous les manifestants dans une rue adjacente.

Soutenez le moral de Raymond Schirmer en lui écrivant: 5615-532 - B.P. 312 - 2, rue d'Ensisheim - 68063 Mulhouse Cedex.



□ L'affiche « Non à la justice militaire », dessinée par Cabu, a été collée dans de nombreuses villes. A. Monod a déjà été condamné à 500 F d'amende pour injure envers l'armée, car il est directeur de « Cité nouvelle », le mensuel qui a accepté d'éditer cette affiche en supplément.

Solidarisez-vous de ceux qui sont inculpés à Metz d'injures envers l'armée pour avoir collé cette affiche. Ecrivez une lettre, qui sera remise au président du tribunal lors du procès. Vous pouvez par exemple écrire: « Ayant eu connaissance des poursuites pour injures envers l'armée engagées à l'encontre de quatre personnes qui ont apposé des affiches dénonçant la Justice Militaire, nous reconnaissons avoir également collé ces affiches avant le procès Soulié et demandons d'être également inculpés. » Renvoyez cette lettre au Comité de soutien à Raymond Schirmer - 5, rue Saint-Marc - 67000 Strasbourg, qui transmettra.

□ Contre l'apartheid en Afrique du Sud. Le Comité d'organisation de campagnes d'information sur l'Afrique australe - Campagne anti-Outspan - lance une pétition nationale contre l'apartheid et le soutien du gouvernement français à l'Afrique du Sud raciste. Elle a pour objectif concret d'exiger l'annulation du congrès du tourisme sud-africain, prévu du 6 au 10 septembre à Deauville, sous la présidence des ministres d'Ornano et Médecin.

Parmi les premiers signataires: Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, André Gorz, Sally N'Dongo, Jean-Paul Sartre. Les signatures sont recueillies par le C.O.C.I.A.A. - C.A.O. - 46, rue de Vaugirard - 75006 Paris. Tél.: 331.98.91 postes 41 ou 43.

□ La prochaine réunion du Collectif de coordination écologique nord-ouest de la région parisienne est reportée au vendredi 9 juillet à 20 h 30 à la M.J.C. de Houilles. Le Collectif écologique du Paris (37, rue Sainte-Angèle - 95210 Saint Gratien) vient de faire un tract sur la forêt de Montmorency et les risques qu'elle court, notamment à cause du foudroyage.

□ LORIENT. Des stages pratiques organisés par le Centre d'éducation vitale Nature et Vie auront lieu du 6 juillet au 28 août. Ces stages d'été ont pour objectif de proposer des activités: conférences et travaux pratiques se rapportant aux techniques vitales, comme l'initiation au jeûne, au yoga, à la relaxation, et aussi à l'agriculture biologique, aux technologies douces.

Pour tous renseignements: Nature et Vie - 13, rue du village - Kervénanec - 56100 Lorient. Tél.: 16-97/64.26.57.

□ ENTREVAUX (Alpes-de-Haute-Provence). Pour la quatrième fois, en un an, Michio Kushi vient en France pour animer un séminaire intensif sur la philosophie d'Extrême-Orient, ses applications pratiques dans la vie quotidienne, et les leçons à en tirer pour une médecine populaire en Occident. Le cours de Michio Kushi aura lieu du 19 au 25 juillet à Entrevaux, village médiéval fortifié, à 60 km au nord de Nice.

Pour plus de renseignements sur ce stage, écrire à K.I.S. - 18 bis, rue de la Source - 91310 Longpont sur Orge. Tél.: 901.07.44

ECHOS

VACCIN ANTIVARIOLIQUE : VERS UN MORATOIRE

La récente publication d'un manifeste signé de 300 médecins français et belges demandant la suppression de la vaccination antivariolique (le 27 avril 1976) continue de susciter des réactions diverses. Ces médecins, représentés en Belgique par le Dr Pilette, de Namur, et en France par le Dr Jacquemart, de Noisy-le-Sec, se sont engagés à ne plus pratiquer cette vaccination, à cause des dangers qu'elle comporte. Ils voulaient ainsi attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'urgence d'un retour à la liberté dans ce domaine. Ils vont obtenir satisfaction en Belgique où le Conseil Supérieur d'Hygiène public consulté vient de proposer au gouvernement de suspendre pendant deux ans l'obligation de cette vaccination.

En France, Madame Veil a déclaré devant l'Assemblée nationale qu'une Commission allait étudier les conséquences d'une éventuelle abrogation (séance du 5 juin 1976). Mais elle a précisé que cette décision ne pourrait prendre effet qu'après l'annonce de l'éradication totale de la variole dans le monde.

La Ligue nationale pour la liberté des vaccinations proteste contre cette position jugée trop timorée et manquant de réalisme: les dangers de la vaccination ne sont en effet plus contestés, et les experts immunologues de nombreux pays ont démontré qu'un retour épidémique de la variole dans nos pays est complètement exclu, compte tenu de notre niveau socio-économique. La Ligue nationale pour la liberté des vaccinations s'inquiète de savoir si la Commission a été nommée, s'il lui a été imposé une date limite pour étudier le problème, et demande qu'en attendant, la France imite la prudente et réaliste décision belge pour une suspension temporaire de l'obligation.

Ligue nationale pour la liberté des vaccinations - 4, rue Saulnier - 75009 Paris.

BIEN OBÉISSANT

Creusot-Loire s'est bien fait mousser la semaine dernière pour avoir dû cesser le boulot à la demande d'E.D.F., qui ne pouvait fournir assez de courant électrique. De toute façon, les ouvriers du Creusot sont assurés d'avoir toutes les cuves de réacteurs nucléaires à construire et ils sont pas près d'être au chômage.

D.

L'INDUSTRIE DU VER DE TERRE

Plus de 90 000 agriculteurs américains élèvent et vendent des vers de terre, à plus ou moins grande échelle: un «vermiculteur» de l'Oklahoma récolte jusqu'à 2 millions de vers par semaine.

C'est un secteur en pleine expansion et ce, à peu de frais: les vers de terre étant bisexués, tous pondent des œufs, une fois accouplés. Mille vers en reproduisent un million par génération. Ils se nourrissent de toutes les matières organiques possibles, y compris les chiffons et le papier. Une boîte pleine de terre à peine plus grande qu'un bac à douche suffit pour en élever 100 000.

Les acheteurs de vers sont surtout des pêcheurs. Ils dépensent de 4,50 dollars à 24 dollars pour 1 000 vers destinés à servir d'appât. Les jardiniers écologistes apprécient également les vers dont les déjections constituent un engrais naturel parfait.

Mais la NABF, North American Bait Farms, voit encore plus loin: elle a organisé, l'an dernier, un concours culinaire à base de vers de terre.

Premier prix: 500 dollars. Parmi les recettes les plus remarquées, l'omelette aux vers et les vers frits. Ces derniers ressemblent beaucoup, paraît-il, à des frites au bacon.

(«Newsweek», 21 juin 76, cité par «la Presse Economique»)

LES ANTI-NESTLÉ CONDAMNÉS

Jeudi dernier, à Berne, se terminait le procès intenté par la multinationale Nestlé contre un groupe d'action pour le Tiers Monde. Celui-ci était accusé de diffamation dans la brochure «Nestlé tue des bébés», qui dénonçait les méthodes publicitaires de la multinationale dans le Tiers Monde. Sous un aspect pseudo-médical, Nestlé propose des méthodes inadaptées à ces pays et se rend responsable de la mort ou de lésions graves de milliers de nourrissons (voir la G.O. n° 84).

Pour «accélérer la procédure», Nestlé avait retiré trois de ses plaintes en diffamation contre les auteurs de la brochure et ne demandait réparation que pour le titre de celle-ci: «Nestlé tue des bébés».

Le tribunal de Berne a estimé que cette affirmation «allait manifestement trop loin». Il a condamné les treize membres du groupe d'action pour le Tiers Monde à 300 francs suisses d'amende chacun et au paiement des deux tiers des frais du procès. Le juge a néanmoins affirmé qu'il ne s'agissait pas «d'un acquittement de Nestlé» et a fait un reproche «moral» à la multinationale. A la suite du jugement, Nestlé a éprouvé le besoin d'exprimer sa satisfaction à la presse et souligne dans un communiqué les «effets bénéfiques de sa contribution à la lutte contre la malnutrition infantile et au développement économique des pays du Tiers Monde». Le groupe d'action, quant à lui, a décidé de faire appel.



À BOIRE

En cas de coup de chaleur, même sans avoir été au soleil, la température grimpe rapidement, jusqu'à 39°. Il faut bien veiller à faire boire les enfants, même s'ils ne réclament pas. De l'eau fraîche avec un peu de citron, du sucre ou du miel. Ou bien une infusion chaude de citronnelle, de thym ou de romarin. Le nourrisson se déshydrate très, très rapidement. Lui présenter un biberon d'eau sucrée toutes les demi-heures. Les pertes en sel par la transpiration sont très importantes. Sans aller jusqu'à sucer des pastilles de chlorure de sodium comme les coureurs du Tour de France, on peut ajouter un petit peu de sel dans les boissons et l'alimentation.

Baigner ou doucher les enfants qui ont de la fièvre dans une eau de 2° en dessous de leur température. Les petits lavements de Diéno, sels minéraux en solution, sont également efficaces. Pour essayer de tempérer l'atmosphère d'un appartement, fermer les volets et tendre devant les fenêtres ouvertes, un grand drap mouillé. Le remouiller souvent. Les saignements de nez, sauf cas particuliers, n'ont rien d'alarmant. Des compresses d'eau froide, du calme, un maillot de bain, une bassine avec un bateau pour jouer à l'eau et voilà un gamin consolé.

Danielle